

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 434 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 50Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en Italien
Un expl: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 434
Déc. 1995 - Janv. 1996
32^e année

DANS CE NUMERO

- La Sécu c'est quoi?
- Aux Editions Programme
- Manif contre l'armée à Genève; Quel bilan en tirer?
- En marge de la manif du 21 nov.: L'Etat se blinde toujours plus!
- L'économie capitaliste vers une nouvelle récession?
- De la nécessité de l'organisation et de la lutte permanente, base de la victoire finale sur le capitalisme
- En marge du centième anniversaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme (2). L'«Anti-Dühring»
- Sommaires des derniers numéros
- Nouvelles des luttes ouvrières: Chine, Etats-Unis
- Derrière les vertueuses résolutions, la main de fer de l'impérialisme

Chacun à leur place, Gouvernement, partis et syndicats unis pour canaliser les grèves

Au 15^e jour de la grève des transports, après que la journée de manifestations du 6 décembre ait vu des rassemblements importants en province - souvent sans précédents depuis 1968 - mais une manifestation d'ampleur limitée à Paris, la tactique tant du gouvernement que des organisations syndicales ou des partis politiques pourrait se résumer ainsi: laisser pourrir le mouvement, laisser la grève s'épuiser et avoir les grévistes à l'usure. Après l'échec d'une première tentative, le pouvoir a pour l'instant renoncé à son projet de mobilisation des «usagers» contre les grévistes avec création de «comités de défense des usagers» et l'organisation d'une grande manifestation parisienne à la manière des gaulistes de 68. Les forces de police sont restées en général discrètes, ce qui a permis aux manifestations de garder dans la plupart des cas l'allure de processions typiques des défilés organisés par la bonzerie syndicale. Ce souci du gouvernement d'éviter les provocations inutiles qui risqueraient de déclencher des réactions incontrôlables ne doit pas faire illusion. Les brutalités policières à Nantes ou à Montpellier et la justice expéditive qui a suivi, ou la mise en examen de membres de piquets de grève à EDF, montraient déjà que la répression bourgeoise est toujours prête à frapper. Mais c'est à Merlebach que la police s'est déchaînée les 7 et 8 décembre contre les mineurs. Il faut saluer la détermination des grévistes qui ont chargé les policiers, tenté d'incendier le bâtiment de la direction et arrêté en partie la centrale électrique. Epouvantés, préfet et direction ont appelé à la négociation, appel entendu par l'intersyndicale qui a appelé aussitôt les mineurs à rentrer chez eux...

(Suite en page 2)

Non au piège de la défense du service public! OUI A LA LUTTE ET A L'UNITE DE CLASSE!

Depuis que le capitalisme existe, la classe ouvrière est exploitée par le capital, enchaînée à la production, esclave d'un mode de production inhumain. Même s'il est vrai que des avantages ont été obtenus, que le niveau de vie s'est amélioré, ces progrès ne sont en réalité que des miettes de la gigantesque accumulation de richesses réalisée par le capital grâce à l'exploitation du prolétariat. Ces miettes, la bourgeoisie les concède - sous la pression de la lutte - dans les périodes de prospérité et de croissance économique.

Mais dès que la situation économique s'assombrit, que les profits sont menacés, aussitôt la classe dominante dénonce les maigres avantages accordés précédemment à la classe ouvrière comme d'intolérables «privilegés» et d'insupportables fardeaux pour l'économie capitaliste, dite «économie nationale», pour mieux faire croire

qu'elle est, non une machine à broyer les prolétaires, mais un bien commun à tous pour qui les prolétaires doivent accepter tous les sacrifices. La classe bourgeoise s'attaque à tous les «avantages» que ses laquais réformistes avaient autrefois la tâche de présenter comme «acquis» définitivement. Elle modifie les réglementations et les lois

qu'elle avait elle-même promulguées pour canaliser l'antagonisme social dans des limites compatibles avec les exigences du capital, mais qui sont maintenant ressenties comme des «rigidités archaïques» et des freins aux nouvelles exigences de l'heure. Elle réduit ou démantèle les amortisseurs sociaux édifiés au long de décennies d'expansion économique pour paralyser la classe ouvrière ainsi que pour régulariser le cycle économique par l'amortissement de ses contre-coups trop violents, mais dont elle trouve aujourd'hui l'entretien effroyablement onéreux.

(Suite en page 3)

Exploitation impérialiste et répression au Nigéria (I)

Les pendants de l'écrivain Ken Saro-Wiwa et de ses 8 camarades le 10 novembre par les autorités nigérianes, après plusieurs mois d'emprisonnement et une caricature de procès devant une cour militaire, ont fait pour un moment la une des médias. Selon la presse elles auraient même suscité «une vague d'indignation dans le monde»: pour preuve, le premier ministre britannique ne les a-t-il pas qualifié de «meurtres judiciaires», les ambassadeurs européens et américains au Nigéria n'ont-ils pas été rappelés dans leurs pays respectifs, le Commonwealth n'a-t-il pas suspendu la participation nigérienne à cette organisation, tandis que les Etats Unis ont affirmé envisager de demander à l'ONU des sanctions contre le Nigéria? Tous ces gestes tapageurs mais creux cachent mal que le sort des populations opprimées et exploitées du Nigéria est le cadet des soucis des gangsters impérialistes, exclusivement préoccupés par la production régulière du pétrole et par la stabilité de l'Etat qui en est le garant. L'influente et réactionnaire revue britannique «The Economist» affirmait ainsi dans un éditorial: «C'est le pétrole qui fait de l'Etat africain le plus peuplé celui qui est aussi potentiellement le plus riche. Pourtant les revenus du pétrole sont systématiquement volés et dilapidés. Le Nigéria n'est pas le pays le plus brutal dans le monde, mais c'est peut-être le plus mal géré. C'est la raison pour laquelle il menace d'exploser. Et si cela arrivait le choc pourrait être ressenti bien au delà

de ses frontières. Le Nigéria est le géant de l'Afrique de l'Ouest, avec près de cent millions d'habitants, de riches terres agricoles, et des réserves prouvées de pétrole d'environ 20 milliards de barils. S'il avait un gouvernement démocratique et responsable, ses voisins en auraient un aussi. S'il explose, il pourrait bien emporter avec lui une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Et cela pourrait bien arriver. C'est déjà arrivé une fois, en 1967-70 quand la région orientale fit sécession sous le nom de Biafra. Cela ne se termina qu'après une guerre civile au cours de laquelle les combats et la famine prirent un million de vies. (...).

Le Nigéria a encore la tâche de créer un système politique solide ou de construire des institutions durables. La société et la politique se divisent selon des alignements ethniques et les antagonismes entre ses 250 groupes particuliers ont été manipulés par les gouvernements successifs. Au cours de toutes sauf 9 de ses 35 années d'indépendance, le Nigéria a été dirigé par des militaires. Le gang actuel, sous la direction du général Abacha, est le pire: répressif, sans perspective et si corrompu que le parasite de la corruption a presque dévoré son hôte. Ces jours-ci la principale activité de l'Etat est l'escroquerie. Si elle n'est pas maîtrisée, il est probable qu'elle débouchera sur la destruction du Nigéria. Cela pourrait signifier un cataclysme à côté duquel les horreurs du Rwanda ou de la Somalie paraîtront insignifiantes» (1).

Cet éditorial d'un des porte-paroles traditionnels de l'impérialisme britannique - qui se continue par une défense de la compagnie Shell et de ses investissements et par une discussion des possibilités de favoriser de l'extérieur une opposition démocratique - illustre de façon frappante selon nous les inquiétudes des grandes métropoles capitalistes et l'enjeu que représente pour eux le sort de ce pays. Le Nigéria

est en effet le premier producteur de pétrole d'Afrique noire, le cinquième de l'OPEP et l'un des dix premiers mondiaux, avec une production de bonne qualité, facile à raffiner. Le pétrole représente 90 % de ses exportations et 80 % des revenus de l'Etat. Il est produit par 6 grandes compagnies internationales travaillant en partenariat avec une société d'Etat nigérienne: la Shell (hollando-britannique) (48 %

de la production), les américaines Chevron, Mobil et Texaco (39 % à elles trois), l'italienne Agip (7 %) et la française Elf (5 %). Ces sociétés possèdent et exportent directement 42 % de la production, tandis que l'Etat nigérien a la propriété du reste dont une partie est exportée par l'intermédiaire de différentes sociétés liées à la multinationale

(Suite en page 8)

Chacun à leur place, Gouvernement, partis et syndicats unis pour canaliser les grèves

(Suite de la page 1)

LE COLLABORATIONNISME SYNDICAL EN ACTION

Les grandes confédérations se sont activement mobilisées pour canaliser, freiner et entraver la vague de grèves qu'elles n'avaient pu prévenir. Nous avons écrit dans le n° précédent du journal à l'occasion de la «journée d'action» du 10 octobre de la Fonction Publique, que les pompiers syndicaux ne pouvaient organiser que la défaite des travailleurs. En fait cette journée d'action n'a pas suffi à faire retomber la pression comme c'était son but, mais elle a indiqué au gouvernement que si le mécontentement était profond, les syndicats paraissaient ne pas être contestés par la base. Pressé par les milieux de la finance internationale comme par les cercles capitalistes dominants à l'intérieur, le nouveau gouvernement Juppé a estimé alors pouvoir prendre le risque d'accroître le mécontentement en présentant son plan anti-ouvrier de réforme de la sécu consistant essentiellement à faire payer davantage les travailleurs, tout en s'attaquant en même temps aux régimes spéciaux des fonctionnaires, etc. Ce plan Juppé avait été bien reçu par les milieux bourgeois au point que le grand hebdomadaire économique bourgeois américain «Business Week» estimait le 27/11 que s'il réussissait à passer il donnerait le coup d'envoi à une grande révolution démantelant l'Etat providence dans toute l'Europe!

Mais en raison de son importance peut-on sérieusement imaginer que le gouvernement n'ait pas pris auparavant des assurances du côté syndical? L'attitude de la direction de la CFDT montre que de ce côté là la «communication» avait bien fonctionné: si Nicole Nottat a bien mérité du gouvernement, le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas volé la façon dont elle s'est fait éjecter de la manif parisienne où elle avait eu l'impudence de se montrer. Mais l'action des hiérarchies syndicales collaborationnistes de FO ou de la CGT est bien plus dangereuse car elle a pu s'exercer de l'intérieur du mouvement, et plus précisément à sa tête, sans que les grévistes puissent s'en rendre compte et les éjecter de leur mouvement...

On a pu assister au spectacle sans précédent du syndicat FO multipliant les déclarations enflammées et de Blondel, bien conseillé par les trotskystes «lambertistes» du PT, disputant à la CGT la direction des grèves. La bonzerie ultra-collaborationniste de FO, portée sur les fonts baptismaux par l'impérialisme américain, se serait-elle transformée en vertu du noyautage trotskyste, en syndicat de classe? Si quelqu'un était assez fou ou assez naïf pour le soupçonner, les déclarations de Blondel le démentiraient immédiatement: «Je me félicite qu'il n'y ait pas de phénomène de coordinations et que le contrôle du mouvement soit entre les mains des organisations syndicales. (...) Vous remarquerez que je n'ai jamais parlé de grève générale, mais seulement de généralisation de la grève. La grève générale a une connotation pré-révolutionnaire et cela signifie les camions de l'armée dans les rues de Paris. Je ne veux pas que

Paris soit en état de siège» (1).

L'attitude hardie de FO (et d'autant plus hardie en paroles dans les secteurs où elle est ultra-minoritaire) s'explique par sa volonté de ne pas voir disparaître, ni sa fructueuse participation à la gestion des caisses de sécurité sociale ou d'allocations familiales, ni surtout son rôle traditionnel d'interlocuteur privilégié du pouvoir pour lequel elle est doublée par la CFDT. Elle avait pour but de prévenir toute organisation autonome des grévistes en confisquant préventivement la direction du mouvement. Alors qu'en 86, lors de la précédente grande grève des cheminots et dans les conflits qui l'ont suivie, des coordinations avaient dû se mettre en place pour contourner le blocage des appareils syndicaux, l'ouverture apparente des syndicats qui, à l'exception de la CFDT, ne se sont pas mis en travers du mouvement, mais l'ont accompagné et ont même favorisé dans une certaine mesure son expression dans le secteur public, a rendu inutile aux yeux des travailleurs la constitution de comités de grève et de coordinations. L'énergie et la combativité des grévistes a trouvé à s'employer dans les délégations massives pour convaincre d'autres entreprises ou d'autres administrations d'entrer en grève, ou à généraliser la grève à d'autres secteurs de l'entreprise, souvent à former des piquets, etc., mais elle n'a pu aller jusqu'à donner naissance à des embryons d'organisation indépendante du mouvement: les grévistes ont laissé aux «spécialistes» des hiérarchies syndicales la direction de la lutte et donc le destin du mouvement.

L'attitude la CGT a été similaire à celle de FO à la différence près que, disposant d'une implantation bien plus importante, elle ne pouvait se permettre des déclarations aussi tonitruantes que cette dernière. Le congrès de la CGT («congrès du centenaire») s'est tenu au beau milieu de la vague de grèves. Si nous avions à faire à un syndicat de classe, il aurait consacré l'essentiel de son congrès à discuter des conflits en cours, de leur portée, de ce qu'il faut faire pour qu'ils soient victorieux, etc. Rien de tout cela au congrès de la CGT. Après avoir écarté une motion qui demandait que la CGT lance un appel à la grève générale, le congrès s'est principalement occupé d'une lutte... pour la direction du syndicat. La direction sortante a été réélue, mais des gages ont été donnés aux opposants «modernistes» qui voudraient qu'elle se débarrasse de son langage archaïque. C'est ainsi que 66,6 % des congressistes ont voté la suppression dans ses statuts de la formule: «La CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange», 62 % ayant voté pour «combattre l'exploitation capitaliste et toutes les formes d'exploitation du salarié». Episode significatif: cent ans après sa création, le congrès reconnaît ouvertement que la CGT ne se fixe plus le but de supprimer l'exploitation capitaliste! Ceux qui ont protesté au congrès que ce changement revenait à «effacer toute référence aux valeurs fondatrices de la CGT» n'avaient pas tort, mais le problème est que depuis des décennies ce genre de référence ne servaient plus qu'à masquer la nature réformiste, contre-révolutionnaire, de l'appareil cégétiste.

Nous ne savons pas combien d'années il faudra avant que les bonzes trouvent qu'affirmer combattre l'exploitation est devenu à son tour une formule déplacée, mais la réalité collaborationniste de l'action cégétiste a été

vérifiée une fois encore au cours de ce congrès qui n'a acouché que de vagues appels à la solidarité et à l'organisation de nouvelles manifestations: au nom de la «démocratie», le mouvement gréviste est laissé sans perspective ni centralisation, abandonné à son propre sort, condamné à refluer. Ayant jugé qu'il n'y

avait plus de risques de débordements et d'extension, et bien entendu après avoir fait tout ce qui lui était possible pour freiner les velléités de généraliser la grève au secteur privé, la bonzerie a décidé de mener une guerre d'usure, non contre les gouvernement, mais contre les grévistes: tel est le véritable résultat non proclamé, mais bien réel, décidé par ce congrès de pompiers sociaux.

Du côté des partis politiques qui se disent socialistes ou communistes l'attitude est identique. Le PS a brillé par son absence, il ne s'est réveillé que pour reprocher à Juppé de «politiser» les grèves ou de porter atteinte à la solidarité nationale entre français (motion de censure). Son incapacité totale à s'adresser aux grévistes et aux millions de travailleurs hostiles aux initiatives gouvernementales tient bien sûr à ce que ces initiatives s'inscrivent dans le droit fil de l'action menée par les précédents gouvernements socialistes: c'est Rocard qui avait instauré la CSG et c'est sous Bérégovoy qu'avait été préparé le recul de l'âge de la retraite. Et d'ailleurs le dernier ministre PS des affaires sociales avait d'abord salué le plan Juppé avant d'être rappelé à l'ordre par les instances socialistes. «Parti de gouvernement», le PS n'a pas encore effectué sa rénovation qui lui permettrait de reconstituer une base militante et de présenter une démagogie attrayante pour les salariés qui foment son électoral traditionnel.

Il ne reste que le PCF pour occuper le terrain de l'opposition politique et sociale indispensable pour que fonctionne le système politique démocratique bourgeois. Le PCF a précisément réuni son «comité national» (nouvelle appellation du comité central) en plein mouvement de grèves. Si l'on laisse de côté les écoeurantes litanies habituelles sur la démocratie, le peuple et le destin de la France, la seule décision concrète qui surnage du rapport des instances dirigeantes sur «l'activité et les initiatives des communistes dans la situation», c'est... l'organisation de rencontres publiques autour du livre de Robert Hue!

En mai-juin 68 et dans les années qui ont suivi, les organisations et les partis qui prétendaient défendre les travailleurs avaient une perspective politique à présenter aux prolétaires pour les détourner de la lutte ouverte: la victoire aux élections des partis de gauche. Cette perspective n'existe plus aujourd'hui, ce qui affaiblit considérablement les possibilités de ces partis pour duper les masses et diminuer leurs capacités de garde-fous de l'ordre établi: la tentative du gouvernement à un moment de placer le conflit dans une perspective d'affrontement droite-gauche a fait long feu presque immédiatement.

Mais si les difficultés pour «politiser» les conflits dans un sens bourgeois, c'est-à-dire pour le détourner de son terrain de luttes entre les classes vers le terrain de l'affrontement politique fictif dans le cadre démocratique, sont objectivement favorables au développement de la lutte prolétarienne, faute aujourd'hui de toute organisation de classe et faute du parti de classe, même sous une forme embryonnaire, au sein du prolétariat, un mouvement de lutte, si puissant soit-il, ne peut en vertu de sa seule spontanéité, briser l'alliance qui réunit contre lui, non seulement patrons et gouvernement, mais aussi partis et syndicats qui se prétendent ses alliés.

* * * *

Il est trop tôt à l'heure où nous écrivons pour tirer toutes les leçons d'une vague de luttes qui a secoué pour la première fois depuis longtemps à ce niveau l'apathie du prolétariat, assommé par une succession ininterrompue de coups venus de toute part. Dans un premier temps la conséquence inévitable de ces attaques sur une classe ouvrière habituée par des décennies de réformisme et d'intoxication démocratique à une amélioration lente mais continue et presque sans heurts de son sort, est de provoquer le repli sur soi et la paralysie. La courbe des grèves en France depuis 25 ans dans le secteur privé et «concurrentiel» que nous publions ci-contre montre le nombre régulièrement décroissant de celles-ci, alors même que la condition prolétarienne n'a cessé de se détériorer lentement au cours de cette période: stagnation des salaires, augmentation du chômage, augmentation de la produc-

tivité, accroissement du despotisme d'entreprise. C'est presque toute une génération ouvrière qui a peu à peu «appris» la résignation et l'impuissance devant les patrons ou l'Etat. C'est là un passif qui pèse lourd et ne peut être surmonté en un instant.

Nous avons indiqué aussi la courbe des grèves dans la Fonction Publique: à l'inverse de la première courbe, celle-ci ne montre pas une tendance inexorable à la baisse, mais des oscillations plus heurtées, suivant les mouvements qui éclatent selon les années. Sans vouloir tirer de la lecture de ces courbes plus que ce qu'elles peuvent donner, il est quand même possible grâce à elles de comprendre pourquoi le mouvement actuel est parti de la Fonction Publique à l'inverse de mai-juin 68, et pourquoi la contagion au secteur privé a eu tant de mal à se réaliser. Mais elles laissent prévoir que lorsque ce secteur entrera à son tour en grève à une échelle générale la déflagration sera bien supérieure à cause de l'accumulation de tensions qui se réalise depuis tant d'années.

C'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement affiche une fermeté inébranlable et qu'il refuse haut et fort l'idée même de négociations sur son plan. Il ne peut utiliser la tactique classique consistant à faire semblant de céder pour mieux rouler ensuite les travailleurs: toute apparence de recul qui pourrait calmer les grévistes de la Fonction Publique risquerait d'être perçue comme un encouragement à entrer en lutte pour les prolétaires du secteur privé. Confiant que les appareils syndicaux verrouillent bien ce terrain et proposent des exutoires suffisants dans des manifestations et des «journées d'action» (d'inaction, faudrait-il dire) à répétition, le gouvernement joue l'usure des grèves: une défaite, la plus évidente possible, non seulement lui aplanirait le terrain pour longtemps dans la Fonction Publique et permettrait le passage sans trop de difficultés des «réformes» (entendez: des attaques anti-prolétariennes) prévues et qu'il a dû reporter de quelques mois; mais encore en faisant la «démonstration» que la lutte ne paye pas, elle serait un facteur supplémentaire de résignation et de paralysie pour les travailleurs du privé qui constituent la grande majorité de la classe ouvrière.

L'élément essentiel pour que cette opération bourgeoise réussisse est la collaboration de ceux que les bolchéviques flétrissaient du nom de «lieutenants ouvriers de la bourgeoisie», les grands appareils de la collaboration des classes, les faux partis ouvriers et, en première ligne, les hiérarchies syndicales tricolores. Tenant à merveille le rôle de l'intransigeance, de la défense des acquis (et de cette institution de collaboration entre les classes qu'est la Sécurité Sociale), ces derniers accomplissent parfaitement la fonction qu'attend d'eux la bourgeoisie devant un mouvement qu'il n'est pas possible d'étouffer dans l'oeuf en raison de son ampleur: le laisser s'épuiser et empêcher qu'il se hisse à un niveau supérieur par sa transformation en grève générale effective, par l'adoption d'objectifs plus larges et unifiants et surtout par la constitution d'une organisation et d'une direction indépendantes sans lesquelles toute lutte importante ne peut atteindre ses objectifs, même partiels et provisoires.

Gouvernement, partis et syndicats se retrouvent unis, en dépit des apparences, contre les prolétaires en lutte. Face à ces ennemis le prolétariat n'est pas condamné éternellement à la défaite. Il possède en lui la force pour les vaincre dès lors qu'il se donnera les moyens d'orienter et d'utiliser les réserves immenses de combativité dont il est capable pour la défense de ses seuls et véritables intérêts de classe, c'est-à-dire dès lors qu'il commencera à s'organiser de façon classiste en retrouvant ses armes et son programme de classe, pour arracher au réformisme collaborationniste la direction de ses luttes.

Tirer le bilan complet de la vague de grèves en cours, de sa portée et de ses insuffisances, constitue le premier pas urgent dans ce sens.

Le 10/12/95.



(1) Déclaration à France-Inter, 6/12/95.

Non au piège de la défense du service public! OUI A LA LUTTE ET A L'UNITE DE CLASSE!

(Suite de la page 1)

Même dans les pays capitalistes les plus riches et les plus puissants la situation des grandes masses de la classe ouvrière tend à redevenir ce qu'elle a toujours été pour les secteurs les plus défavorisés de celle-ci, ou ce qu'elle a toujours été pour la classe ouvrière des pays capitalistes les plus pauvres: placée sous le signe de l'angoisse, de l'incertitude du lendemain, du travail forcé pour les uns, du chômage pour les autres, de la misère et de l'exploitation pour tous. C'est ce qui se passe aujourd'hui aux Etats-Unis comme en France, en Grande-Bretagne comme en Italie, en Belgique comme en Espagne, mais également dans les pays rubans bleus de la croissance que sont le Japon et l'Allemagne.

Ce n'est pas une nouvelle société (voire une nouvelle *civilisation* selon le PCF!) qu'au nom du libéralisme, de l'union européenne ou de la mondialisation des marchés, les gouvernants auraient choisi d'imposer ainsi que le prétend l'opportunisme viscéralement attaché au statu-quo parce qu'il redoute plus que tout la période des luttes ouvertes entre les classes. Non, ce sont les lois fondamentales du capitalisme qui dictent aux gouvernements bourgeois de toute la planète d'accentuer fortement la lutte menée en permanence pour exploiter la classe ouvrière. Et d'ailleurs c'est bien la raison pour laquelle les grands partis censés défendre les intérêts ouvriers reprennent comme un seul homme les mêmes discours, les mêmes arguments et les mêmes projets: que ce soient les «démocrates» américains, les «travailleurs» britanniques, les «socialistes» espagnols, allemands, japonais, etc., ou les ex-faux «communistes» italiens, tous ne jurent plus que par «l'économie de marché» et les préceptes thatcheriens du libéralisme. Quant à leurs collègues français, ils n'ont pas seulement préparé le terrain à l'offensive gouvernementale actuelle en désarmant et paralysant la classe ouvrière avec autant d'empressement que les autres; mais ils ont eux mêmes, lorsqu'ils étaient au gouvernement, lancé les attaques dévastatrices contre les travailleurs que les bourgeois craignaient de faire. Ce n'est par hasard si un millier d'«experts», de «spécialistes» et de «militants d'organisation associatives» «de gauche» ont signé en quelques jours une pétition de soutien au plan Juppé, ou si la CFDT, autrefois chantre de l'«autogestion» et fidèle alliée du PS est en première ligne pour soutenir l'action gouvernementale. Et si F.O., le syndicat jaune traditionnel, et la CGT, se démènent bruyamment, c'est afin que le contrôle du mouvement ne leur échappe pas, que la détermination des grévistes s'épuise peu à peu dans une grève interminable au lieu de se concentrer dans un affrontement général avec la bourgeoisie et son Etat, de façon à pouvoir ensuite tranquillement négocier avec le gouvernement et le patronat la reddition du mouvement. Dès le début du mouvement ou presque elles présentent comme objectif l'ouverture de négociations, s'opposent à tout effort sérieux et réel de généralisation du conflit en mettant en avant les revendications intéressantes des fonctionnaires ou la défense inter-classiste et corporatiste de l'entreprise (SNCF) ou la défense tout aussi inter-classiste du prétendu «service public».

La classe ouvrière n'a que ses propres intérêts de classe à défendre: ses

conditions de vie et de travail, les conditions de la lutte et la solidité de l'union de ses rangs contre la classe capitaliste. Elle n'a pas à promouvoir ou à défendre une forme de propriété à l'intérieur du système capitaliste qui lui serait par nature plus favorable: la propriété d'Etat. S'il est vrai que les employés d'Etat ont longtemps bénéficié d'avantages réels et de conditions plus favorables que le reste des travailleurs, c'est parce que la bourgeoisie avait le plus grand intérêt à s'attacher de cette façon un personnel fiable et peu revendicatif dans les services essentiels pour l'Etat ou l'économie. Mais l'évolution de l'économie capitaliste fait inéluctablement disparaître cet intérêt, rendant du coup superflu et anachronique les avantages particuliers de ces catégories de travailleurs et les statuts qui les réglementaient: le train n'est plus le moyen unique ni même principal du transport des marchandises et des personnes, le courrier papier perd chaque jour du terrain par rapport aux communications électroniques, etc. De nouveaux marchés gigantesques s'ouvrent, en particulier dans les transports et les communications, qui imposent des alliances et des concentrations d'entreprises difficilement compatibles avec les traditionnelles formes de monopole d'Etat. L'accentuation de la concurrence internationale qui en résulte oblige y compris les entreprises qui restent propriété d'Etat à aligner les conditions d'exploitation de leurs employés sur celles du privé: inscrite dans le mouvement du capital, la «prolétarianisation» des employés d'Etat comme celle de catégories entières d'employés, est un phénomène qui ne date pas d'hier. Sous le capitalisme il ne peut y avoir de situation «stable», «protégée», «garantie» que pour des catégories restreintes de travailleurs et pour des périodes temporaires. Cela n'empêche pas que la bourgeoisie essaye et réussit constamment à domestiquer certaines couches en leur concédant pour un temps qui peut être plus ou moins long des conditions supérieures à celles de la masse. Le besoin de maintenir à des fins de conservation sociale des couches d'aristocratie ouvrière et plus généralement de multiplier les différences de traitement au sein du prolétariat pour le morceler en autant de couches distinctes défendant leurs propres intérêts catégoriels est une caractéristique permanente de la société bourgeoise qui ne peut que devenir plus impérieuse encore lorsque s'amplifient les luttes ouvrières.

Illusoire, la défense de la propriété d'Etat est aussi réactionnaire: non seulement elle divise les prolétaires en deux camps suivant que leur entreprise est privée ou étatique et elle conduit inévitablement à la défense corporatiste de l'entreprise; mais elle alimente en outre les pires illusions sur la nature de l'Etat.

«L'Etat n'est pas une installation neutre, au dessus des classes, qu'il serait possible d'orienter en faveur des prolétaires en faisant pression sur lui ou en élisant pour le diriger des politiciens amis des travailleurs. L'Etat moderne est une machine essentielle capitaliste, un capitaliste collectif en idée; et plus il fait passer des forces productives sous son contrôle, plus il devient un capitaliste collectif en fait» («Anti-Dühring», F. Engels).

D'innombrables expériences historiques ont confirmé cette position fondamentale du marxisme. Elles ont démontré que même sous sa forme démocratique, l'Etat bourgeois n'est

qu'une machine au service exclusif de la bourgeoisie - dont le coeur est une bande armée qui défend les privilèges du capital contre les prolétaires. L'intervention de la justice et de la police lors des grèves et des manifestations l'illustre tous les jours. L'Etat bourgeois sera toujours l'adversaire ultime du prolétariat; même quand il s'efforce de se montrer impartial et de sanctionner de temps à autre des bourgeois ou des patrons individuels qui en ont pris trop à leur aise avec les lois bourgeoises, il reste l'arme fondamentale et le pilier central de la société fondée sur l'exploitation du prolétariat.

LUTTE POUR LA DEFENSE DES CONDITIONS DE VIE DE LA CLASSE OUVRIERE, NON DE L'ENTREPRISE OU DU SERVICE PUBLIC !

La défense du service public est le crédo fondamental de l'opportunisme qui prétend que les services d'Etat peuvent et doivent être au service de tous les citoyens, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent. Ce crédo fait partie intégrale de l'idéologie bourgeoise, au même titre que l'affirmation de l'égalité des citoyens devant la loi et la souveraineté de la volonté populaire grâce au Parlement. Mais si la bourgeoisie a instauré des services publics, ce n'est pas par amour du prochain ou par charité envers les malheureux, mais parce que le bon fonctionnement de l'économie avait besoin d'un réseau de communications rapide et sûr, accessible à l'ensemble de la population. Les travailleurs qui s'entassent chaque matin et chaque soir comme des sardines dans des métros ou des trains de banlieues bondés n'ont pas besoin de grandes démonstrations théoriques pour savoir que ce fameux service public n'est qu'un des éléments du système d'exploitation capitaliste; et lorsqu'ils voient dans leur boîte aux lettres s'entasser les factures et les feuilles d'impôts, ils comprennent pourquoi la bourgeoisie avait créé le service public de la Poste.

Même si dans ce domaine comme dans les autres la bourgeoisie ne respecte pas ses propres principes et ses propres idéaux; s'il est vrai qu'elle «détourne» l'organisation du service public en faveur d'intérêts bourgeois particuliers au détriment des intérêts bourgeois généraux, donnant ainsi des motifs d'indignation à l'opportunisme, les prolétaires doivent utiliser ces exemples pour démontrer la nature de classe de cette organisation et non croire que soit possible dans la société bourgeoise un véritable service public au dessus des classes. La défense du service public n'est donc en rien une revendication prolétarienne; elle débouche naturellement sur la recherche interclassiste de la solidarité avec «l'usager», en opposition à l'union entre prolétaires du privé et du public.

Si la défense de la propriété d'Etat, du service public, ou de l'entreprise sont des voies sans issue que mettent en avant les forces collaborationnistes pour stériliser la lutte prolétarienne, les travailleurs n'en n'ont pas moins entièrement raison d'entrer massivement en lutte contre les attaques dont ils sont la cible à l'occasion de ces modifications statutaires. Seul le rapport de forces établi par la lutte ouverte, menée avec des méthodes et des moyens de classe et sur des objectifs clairement classistes, donc en opposition aux orientations et à l'influence de l'opportunisme politique et syndical qui

est l'agent de la classe ennemie, peut permettre de résister la bourgeoisie et à son Etat. Et cette lutte de résistance peut et doit servir d'entraînement et de tremplin à une lutte plus large, offensive, révolutionnaire contre le capitalisme.

Car les prolétaires n'ont en réalité rien à défendre et à préserver dans la société bourgeoise, si ce n'est une existence misérable: ni entreprise, ni économie, ni patrie. Ils ont un monde à conquérir, celui de la société sans classes ni exploitation, sans guerres ni famines: le communisme. Cette émancipation du prolétariat - et avec lui de toute l'humanité opprimée - passe par la révolution, la destruction de l'Etat bourgeois, la violence armée, l'insurrection et l'instauration sur ses ruines du pouvoir dictatorial prolétarien, forme indispensable pour extirper toutes les racines du capitalisme.

Cette révolution, qui ne peut triompher qu'en s'étendant au monde entier, implique au préalable que le prolétariat reconstitue ses organisations classistes de défense immédiate pour ne pas perdre pied dans la lutte quotidienne et ne pas rester prisonnier de l'opportunisme vendu à la bourgeoisie, ainsi que l'organisation capable de diriger cette lutte et de l'orienter, en fonction de la maturation de la situation, vers la préparation de l'assaut révolutionnaire, c'est-à-dire le parti politique de classe, communiste et international.

Alors les épisodes les plus magnifiques de batailles prolétariennes n'auront pas lieu en vain, les défaites elles-mêmes ne seront que provisoires et tous les combats partiels pourront concourir à la victoire finale.

C'est cet effort de reconstitution de l'organisation de classe, économique et politique, qui est historiquement décisif par delà les vicissitudes inévitables des combats; c'est à lui que nous appelons les prolétaires d'avant-garde.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne

POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 LI. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 LI. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 LI / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 LI / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 LI / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 LI / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 LI / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 LI / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 LI / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

La sécu, c'est quoi?

Instituée après la fin de la guerre, la Sécurité Sociale est un élément fondamental de ce que l'on appelle l'«*l'Etat providence*», cet ensemble de dispositions et de mesures d'assistance sociale mises sur pied pour protéger les prolétaires des conséquences les plus désastreuses du capitalisme. Il n'est pas question de nier les avantages apportés par le système de sécurité sociale aux travailleurs qui ne courent plus le risque - dans une limite proportionnelle aux miettes que le capitalisme peut distribuer - de ne pouvoir se soigner ou de devoir se trouver sans ressources après un accident ou une maladie, ou de tomber dans la misère la plus noire à la fin de leur vie. Peut-on pour autant dire de la Sécu qu'il s'agit d'une «*conquête des travailleurs*»? Il faudrait alors d'abord constater que cette conquête n'a pas été obtenue par la lutte mais a été gentiment instituée par la bourgeoisie, contre l'opposition du PCF stalinien (à qui il arrivait de temps à autre de masquer sa fonction contre-révolutionnaire par un langage combatif)...

Les ressources de la Sécu reposent d'une part sur les cotisations directes des salariés, d'autre part sur les cotisations patronales (charges sociales). Ces dernières sont ce que l'on appelle le «*salaire différé*»: une part du salaire qui n'est pas versé directement à chaque travailleur individuel et qui n'apparaît donc pas sur les fiches de paye, mais qui est reversé plus tard sous la forme de prestations sociales et suivant les besoins.

La bourgeoisie a accordé cette réforme parce qu'elle y trouvait son intérêt en matière de **paix sociale** et de **collaboration entre les classes**, sans oublier bien entendu la fonction primaire d'**entretien et de réparation de la force de travail** détériorée par l'exploitation capitaliste. L'ancien système des mutuelles ouvrières ne couvrait que quelques catégories, les mieux organisées, de la classe ouvrière, alors que la Sécu a étendu cette couverture à tous les salariés. Mais en abandonnant cette partie de son salaire à la gestion paritaire entre les «*représentants des salariés*», les représentants des patrons et de l'Etat, la classe ouvrière confie en fait complètement sa santé entre les mains de la bourgeoisie. Même si la classe ouvrière était organisée dans des authentiques syndicats de classe - ce qui n'est absolument pas le cas - , la gestion paritaire syndicats-patronat-Etat bourgeois du salaire différé ligoterait complètement ces syndicats dans ce cadre de collaboration entre les classes. C'est là la conséquence de la victoire de la contre-révolution qui a fait disparaître l'indépendance de classe du prolétariat et l'a fait renoncer à la lutte révolutionnaire.

La classe bourgeoise est parfaitement consciente du rôle fondamental que joue encore tout le système de prestations sociales dans la disparition de la lutte de classe. Une feuille bourgeoise écrivait il y a quelques années au moment d'une autre réforme de la Sécu: «*l'on devrait peut-être y regarder à deux fois dans les milieux patronaux à trop prôner la baisse des charges de la Sécurité Sociale à l'occasion des états-généralx. N'achète-t-on pas dorénavant par le salaire indirect le relatif consensus de la nécessité des restructurations industrielles? Il faudra beaucoup négocier lors des états-généralx pour que les réaménagements internes à la sécu ne lui fasse pas perdre sa fonction globale de compensation à la tolérance au risque de l'entreprise*» (1).

La masse énorme représentée par les cotisations à la Sécu joue un rôle non négligeable dans l'activité économique en permettant le maintien d'une certaine «*demande*» en dépit des aléas du cycle productif (effet régulateur dit «*anti-cyclique*») et en étant le moteur de l'expansion du secteur de l'industrie médicale et pharmaceutique. La Sécu n'est pas ce facteur anti-économique que certains extrémistes bourgeois (du Front National aux ultra-libéraux) dénoncent avec vigueur. Pendant plus de trente ans, le poids de la Sécu et des autres institutions sociales n'a cessé de croître, parallèlement aux dépenses de santé, sans que personne n'y trouve à redire.

Pour la classe ouvrière le tableau réel est bien moins rose évidemment. Sans même parler de la masse des parasites qui prospèrent sur cette manne - y compris les bureaucrates syndicaux - une partie des cotisations des prolétaires est détournée au profit d'autres classes sociales dont les régimes sont déficitaires ou qui cotisent proportionnellement moins (artisans, paysans, commerçants, industriels, professions libérales). Parmi les salariés eux-mêmes, ce sont les catégories ouvrières qui payent davantage que les cadres et les fonctionnaires, et les bas et moyens revenus davantage que les hauts. Une étude du CERC (Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts, organisme officiel qui a été supprimé récemment, car ses travaux portaient sur des domaines où la bourgeoisie préfère maintenir l'obscurité) datant de 1983 estimait que les ouvriers contribuait très largement au paiement des prestations des professions libérales, des agriculteurs ou des fonctionnaires, jusqu'à 50% des prestations des professions libérales! (2)

D'autre part les patrons accusent en permanence un retard tout à fait toléré du règlement de «*leurs*» cotisations et les gouvernements successifs ne cessent de multiplier les exonérations de paiement de ces cotisations: le patronat a parfaitement compris ce que signifie salaire différé et il tend à «*différer*» indéfiniment ces versements...

Pour se lamenter de cet état de fait il faudrait croire qu'une collaboration entre exploités et exploités - principe sur lequel repose tout le système de la Sécu - peut se réaliser de manière équitable, sans que les bourgeois cherchent à rouler les prolétaires. La fameuse gestion paritaire n'est que le paravent d'une escroquerie supplémentaire réalisée par la classe dominante. Mais si la classe ouvrière se fait avoir dans l'entretien de cette fameuse conquête, en retire-t-elle au moins des prestations égales à celles des autres couches sociales?

La meilleure couverture sanitaire de la population et l'amélioration indéniable des conditions de travail au cours des décennies d'expansion économique qui ont suivi la fin de la guerre mondiale, se sont traduites par une diminution de la *morbidity* de la population (rapport entre le nombre de malades et la population), le cas de la France se répétant d'ailleurs dans tous les pays capitalistes développés. La conséquence la plus spectaculaire en a été l'augmentation de la durée de vie, résultat à la fois de la diminution de la mortalité infantile et de l'augmentation de la longévité proprement dite.

Avant de se réjouir il faut constater que la durée de vie n'est pas la même suivant les classes sociales: un ouvrier vit moins longtemps qu'un patron. Les statistiques indiquent que 18,5% des ouvriers qualifiés, 20,7% des O.S. et

27,7% des manoeuvres mourront avant d'avoir 60 ans, alors que le chiffre n'est que de 10,3% pour les industriels et gros commerçants, 9,8% pour les cadres administratifs supérieurs et 8,4% pour les ingénieurs (3). Non seulement l'augmentation de la durée de vie n'a pas fait disparaître cette différence entre les classes, mais cette inégalité s'est encore accrue au cours des vingt dernières années! Si en moyenne l'augmentation de l'espérance de vie pour la population masculine active a été de 2,1 ans au cours de ces deux décennies, cette augmentation n'a été que de 1,5 ans pour les manoeuvres, mais de 3 ans pour les chefs d'entreprise. L'explication se trouve à la fois dans les conditions de travail typique de l'entreprise capitaliste, et dans le moindre recours aux soins médicaux par les prolétaires en raison de leur prix.

Au cours des années quatre-vingt et au début des années 90 ces écarts entre les classes se sont accrues en raison de l'intensification de l'exploitation capitaliste, du développement du chômage et de la hausse des prix des soins médicaux. Les réformes projetées de la Sécurité Sociale aggraveront à nouveau les inégalités qui ne pourront être qu'encre amplifiées quand le capitalisme connaîtra une nouvelle crise économique. L'exemple de la Russie où la crise économique a entraîné un recul de tous les indices de la santé publique - y compris l'espérance de vie, en baisse depuis plusieurs années - ou même le cas des populations déshéritées des ghettos prolétaires des grandes métropoles américaines et des centaines de milliers d'«*exclus*» sans couverture sociale en France, indique ce que le capitalisme réserve inévitablement à l'ensemble de la classe ouvrière si celle-ci n'arrive pas à retrouver la voie de la lutte de classe pour abattre ce système.

Les communistes révolutionnaires ne peuvent présenter comme objectif aux prolétaires la «*défense de la Sécu*», mot d'ordre synonyme de collaboration des classes, mais la défense du salaire, direct comme indirect, la défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière et l'unité de classe entre tous les prolétaires, qu'ils soient actifs, chômeurs, retraités, employés dans le privé ou le public. Le plan Juppé ne vise pas à détruire la Sécu; il fait partie de l'offensive générale en cours contre la classe ouvrière sur tous les plans et dans tous les pays pour redonner vigueur au capitalisme. A cette offensive générale, la classe ouvrière doit opposer une lutte de défense elle aussi générale, ce que les grévistes de décembre 95 ont bien compris et ont essayé de provoquer. C'est dans cette direction que la lutte devra reprendre demain: **la seule sécurité réelle que les prolétaires peuvent obtenir, c'est celle que la lutte leur donnera!**

(1) Voir «*Conjoncture sociale - stratégie du management*» (juin 87), cité dans «*le prolétaire*» numéro 392.

(2) Rapport du CERC publié au printemps 83. Voir «*le prolétaire*» numéro 372.

(3) Cf «*Déchiffrer les inégalités*», Ed. Syros (janvier 95), p.315. Il s'agit de l'espérance de vie à 35 ans. Si les chiffres portaient du début de la vie active, les écarts seraient encore plus importants, car les statistiques indiquent que les jeunes ont beaucoup plus souvent des accidents du travail.

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «*Les textes du Parti Communiste International*»

1. Communisme et fascisme épuisé
 2. Parti et classe 20F
 3. Les Fondements du communisme révolutionnaire épuisé
 4. Eléments d'orientation marxiste 15F
 5. «*La Maladie infantile*», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «*La maladie infantile du communisme*») 15 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe épuisé
 7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 50F
 8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) 30F
 9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) 60F
- Brochures «*le prolétaire*»
5. Question féminine et lutte de classe 6F
 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 6F
 7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) 6F
 8. Violence, terrorisme et lutte de classe 6F
 10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) 6F
 11. Auschwitz ou le grand alibi 6F
 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration 6F
 13. Le marxisme et l'Iran 6F
 14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte 6F
 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) 6F
 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) 10F
 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! 6F
 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 6F
 20. Ex-Yougoslavie: contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques 3F
 21. Lénine sur le chemin de la révolution 10F
- Suppléments au «*prolétaire*»
- Mouvements revendicatifs et socialisme 6F
 - Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition! 6F
 - Pour un anti-racisme prolétarien 6F
 - Révolution et contre-révolution en Russie 6F
 - L'antifascisme démocratique un mot d'ordre antiprolétarien 3F
- Série «*Les cahiers d'el-Oumam*»
1. Le syndicalisme en Algérie 6F
 2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires 6F
 3. Critique de la théorie de la «*Révolution nationale-démocratique de type nouveau*» 6F
- Revue théorique «*Programme communiste*»
- Numéros 1 à 50 (photocopies) 15 à 20F
 - Numéros 51 à 57 15F
 - Numéro 58 (112 pages) 25F
 - Numéros 59 à 88 15F
 - Numéro 89 20F
 - Numéros 90 et suivants 25F

AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'EPUISÉMENT NE PEUVENT ETRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

PAIEMENT: Par mandat ou chèque, à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), à l'adresse de Lyon
FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)

Commandes à notre adresse: **Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France)**

Manif contre l'armée à Genève: Quel bilan en tirer?

Depuis mai 95 se tenait à Genève une joute démocratique rassemblant les représentants les plus militaristes de la bourgeoisie, les antimilitaristes pacifistes, principalement représentés par le GSsA (Pour une Suisse sans Armée) et bien sûr tout ce que le monde bourgeois a comme parlementaires de la gauche. L'objet du débat était le suivant: le colonel Duchosal, commandant du Régiment d'infanterie 3 chargé de la défense du canton de Genève, avait eut l'idée d'organiser un défilé militaire de ses unités à Genève et pour cela en avait demandé la permission aux autorités civiles, à savoir au chef du Département Cantonal de Justice et Police, Gérard Ramseyer. Son but officiel et parfaitement «lumineux» était de «réconcilier Genève avec son armée»; son but réel - suivant une tendance générale de l'Etat fédéral (voir encadré) - était plus prosaïque, et consistait à réaffirmer l'armée dans son rôle - face au prolétariat - d'ultime rempart de la société capitaliste et de ses Institutions, à redonner un poids politique local plus important à l'armée qui sera encore plus mise à contribution dans le futur pour la protection des sites internationaux (ONU, GATT, etc...) et de l'aéroport.

Les défilés militaires sont choses rares à Genève, depuis qu'en 1932 l'armée tirait contre les manifestants antifascistes tuant 13 d'entre eux; celui de Duchosal ne pouvait donc que susciter les réactions d'une partie des jeunes prolétaires ou encore scolarisés pour qui la société que défend ostensiblement et avec arrogance dans ce cas l'armée, n'offre que les perspectives du chômage, de salaire au rabais, d'insécurité généralisée et de logement impossible.

L'autorisation ayant été donnée par le Canton, le défilé provocateur pouvait donc se dérouler le mardi 21 novembre 95 à Genève. Le samedi précédent, le GSsA principalement avait déjà organisé une manifestation masquée de protestation, rassemblant 1500 personnes, défilant sagement sur les mots d'ordre du pacifisme petit-bourgeois. Ce n'est que le mardi suivant, jour du défilé, qu'avait lieu la «vraie» manifestation. Toute la ville était quadrillée par la police, 400 gendarmes, 70 inspecteurs en civil, un hélicoptère et les camions à eau. Un millier de manifestants se mobilisèrent, dont plusieurs centaines furent loin de suivre la passivité démocratique des organisateurs et s'affrontèrent jusqu'au soir avec les flics, forçant les barrages, lançant des cocktails molotov sur les unités anti-émeute, brûlant une mercedes de l'armée, cassant les vitrines des banques et magasins de luxe, allumant des feux pour bloquer des carrefours.

Ce déferlement de violence, qui rappelait ceux des banlieues en France ou en Angleterre, a provoqué les habituelles réactions des représentants directs de l'ordre comme les sempiternels fau-fuyants des pacifistes impuissants à contrôler un groupe de jeunes qu'ils jugent - sans trop oser le dire immédiatement après la manif - comme totalement irresponsables. A chaud, les uns ont crié à la provocation extérieure, accusés les «casseurs professionnels» d'Annemasse (banlieue ouvrière française de Genève) et de Zürich (1). Manque de chance, parmi les interviews effectués dans la rue par les journalistes de service, parmi les contrôles d'identité ainsi que parmi les 9

manifestants arrêtés et inculpés, il n'y avait pas l'ombre d'un «casseur» de France ou de Zürich. Tous genevois et de surcroît très jeunes (sur les 9 inculpés, 7 sont âgés de 15 à 18 ans). Il ne restait plus à Ramseyer qu'à accuser les squatters «car Genève, déclarera-t-il, a ses gentils squatters mais aussi ses vilains squatters» (cité dans «l'Hebdo», 30/11/95), mais là aussi la démonstration tourna court faute de squatters parmi les inculpés.

L'Etat, une fois évaporé les discours de propagande, doit se rendre à l'évidence: pas de bouc émissaire à qui tordre le cou et mettre en exergue comme coupable désigné d'office. Les centaines de jeunes manifestants n'étaient que jeunes prolétaires ou collégiens exprimant leur haine de la société bourgeoise en prenant pour cible à cette occasion son institution la plus fondamentale: l'armée. Cet épisode démontre que malgré toutes les forces d'intégration mises en place par l'Etat et ses sbires de tout bord politique afin de transformer les «vilains» contestataires en «gentils» démocrates et de canaliser toute velléité de lutte dans les labyrinthes de la concertation sociale, il existe toujours en constant renouvellement des énergies nouvelles de lutte qui se puisent dans les rangs des jeunes prolétaires et qui jamais ne pourront être tarées.

Ces réactions des jeunes prolétaires ou encore scolarisés n'inquiètent pas seulement la bourgeoisie qui se range derrière les Ramseyer et Duchosal, elle inquiète tout autant celle qui s'est fait cette spécialité politique du consensus et du dialogue social, de l'intégration et de l'impuissance du prolétariat. Les organisations relais ou satellites de la gauche parlementaire, comme le GSsA ou Contratom (groupe antinucléaire), ne contrôlent pas ces nouvelles troupes, ne peuvent pas non plus les accuser de provocation et de sabotage comme ils le font d'habitude lorsque leurs manifestations sont perturbées par les autonomes, ils se trouvent empruntés pour prendre position et vont d'apitoiements en atermoiements. S'il s'agissait des autonomes zurichois, les choses seraient plus simple: leur condamnation de ces violences se serait simplement superposée à celle des Ramseyer et Cie, chacun restant bien sûr dans son registre propre. La violence étant répréhensible à leurs yeux, il fallait bien trouver un coupable; désigner les jeunes n'aurait pas été très raisonnable de leur part. Le coupable fut donc désigné dans la personne de Ramseyer, responsable d'avoir créé cette situation provocatrice et potentiellement explosive.

L'incitation aux dommages à la propriété, à la violence contre l'autorité et à l'émeute - les 3 chefs d'accusation portés contre les 9 inculpés - deviennent donc le fait du chef de la police qui, en n'écoutant pas leurs sages conseils de pompiers sociaux habitués à noyer dans l'oeuf les affrontements entre classes, aurait réveillé ces jeunes forces malfaisantes!

Qu'on ne se trompe pas sur les apparences, tenir un tel raisonnement n'est pas un signe d'antagonisme envers l'Etat, c'est une autre manière de le défendre. Renvoyer la faute au chef de la police, c'est reconnaître qu'il y a eu faute, que la propriété des banques, le matériel de l'armée ne devaient pas être abîmés, que les forces de police devaient être démocratiquement res-

pectées. C'est donc s'accorder avec ceux-là mêmes qu'on accuse sur le délit: l'émeute! S'ils réclament la démission de Ramseyer, c'est bien sans doute - relayé par les alliés politiques - pour tenter de loger à son poste un «ami» plus soucieux de dialogue social et qui saura mieux cacher le rôle véritable de ses services de répression, qui saura mettre des fleurs au bâton.

Nous ne réclamerons pas la démission de Ramseyer, et nous appellerons les jeunes qui se sont affrontés à la police à ne pas tomber dans le panneau de tels mots d'ordre. Ce n'est pas «Ramseyer démission», mais «Ramseyer le combat continu» qu'il faut inscrire dans les perspectives de lutte des jeunes de Genève. Changer la tête de l'ennemi ne ferait que créer la pire des diversions, l'illusion de victoire. On ne changera pas les rapports de forces réels en remplaçant tel ou tel agent de la bourgeoisie, surtout pas ceux dont la fonction est de faire respecter l'ordre séculier, par contre on le modifiera en unifiant, organisant et renforçant les rangs des jeunes prolétaires sur le terrain de la lutte pour la défense de leurs intérêts, sur celui de la lutte contre la répression bourgeoise et de la lutte antimilitariste de classe qui les concerne très directement en tant que futures recrues.

L'histoire nous apprend tous les jours que la bourgeoisie, en faisant

miroiter les illusions du changement, ne remplace ses hommes de main et ses capitaines que lorsqu'elle y trouve intérêt pour éviter les affrontements de classe ou faire reculer les luttes. Il en est de même pour le changement du petit chef de Justice et Police local que pour l'alternance démocratique gouvernementale.

Si les jeunes qui sont descendus dans la rue contre la présence de l'armée ne veulent pas faire de leur mouvement un feu éphémère mais le point de départ de nouvelles luttes, ils devront s'organiser de manière indépendante sur des lignes d'action et des revendications de classe, en échappant aux fausses alternatives de tous les courants qui voudraient les ramener sur le terrain du dialogue social et de l'opposition démocratique.

Neuf d'entre eux font l'objet de poursuite judiciaire, et il y a là déjà un premier et important combat à mener pour la levée immédiate et sans condition de toutes les inculpations.

(1) Les autonomes sont très actifs à Zürich où notamment ils s'affrontent régulièrement avec les bandes de skinheads. En 95 il y a eut une douzaine d'affrontements directs ou de casses dans les bistrotts du Niederdorf trop accueillant pour les skins. Le Conseil fédéral, a pris les choses en main en nommant une Commission consultative en matière de protection de l'Etat, afin de préparer les mesures répressives, qui selon la tradition de toujours s'appliqueront essentiellement aux autonomes et à tout militant anticapitaliste.

En marge de la manif du 21 novembre: L'Etat se blinde toujours plus !

Dans le cadre de la nouvelle loi sur l'armée, le Conseil fédéral (le gouvernement en Suisse) met en place une nouvelle structure de la sécurité militaire. Son organisation sera mieux définie, renforcée, ses compétences élargies et son statut porté à une plus haute valeur dans l'appareil militaire. En intertitre du quotidien «24 Heures» du 16/11/95 on pouvait lire: «Ces huit cent hommes (qui formeront l'effectif du nouveau bataillon de police militaire, NdRL) pourraient protéger des conférences internationales ou des centrales nucléaires. Il ne s'agit pas de créer une police fédérale de sécurité. Mais plutôt d'éviter des dérapages comme en 1932 à Genève». Il faut parfois se pincer pour croire à ce qu'on lit dans les journaux bourgeois!

Quelle est donc la grande différence entre la police militaire actuelle et la future. Très grande, et c'est bien pour cela que le journaliste de «24 H» fait référence à 1932. Jusqu'à présent la police militaire intervenait dans le cadre unique de l'armée et du service militaire. Dans le futur, cette fonction interne sera dépassée; ce bataillon d'élite sera directement «à la disposition des autorités civiles lorsque celles-ci, débordées, en feront la demande» («24 H», ibidem).

De qui sera formé ce bataillon de l'armée, donc bataillon de «milice» puisqu'en Suisse l'armée n'est pas professionnelle? Pas par n'importe qui: par des policiers du civil qui effectueront ainsi leurs périodes militaires, ce qui complètera ainsi leur formation pour le civil même. La bourgeoisie aura beau tenter de noyer le poisson, elle ne pourra cacher que cette nouvelle mouture de la police militaire est pensée, équipée et entraînée pour des interventions con-

tre des manifestations civiles et des luttes ouvrières lorsque le maintien de l'ordre l'exigera et qu'il s'agit d'un signe important du renforcement répressif de l'Etat bourgeois. Elle remplace avantageusement le projet rejeté en référendum de Police fédérale de Sécurité (1978).

Il faut donc beaucoup de contorsions verbales et de non-dits au divisionnaire Martin von Orelli - chef du service de sécurité militaire - pour justifier ces changements en parlant de la défense des aéroports (il existe déjà des bataillons pour cela) ou de la «lutte contre les pilleurs suite à une catastrophe (la Suisse n'étant ni la Californie, ni Kobe tout le monde comprend que les «catastrophes» en question sont des émeutes prolétariennes, NdRL)». Il s'agit pour lui «d'une réserve d'intervention pour des situations extraordinaires lorsqu'on a besoin d'une force capable, dès les premiers instants, sans instruction complémentaire, d'une intervention de qualité (sic). Nous ne voulons pas que les événements de Genève de 1932 se reproduisent» («24 Heures», ibidem).

On peut difficilement être plus clair, trop parler de ce que l'on prétend ne pas faire, présume de ce que l'on va faire! Le fait que ce régiment sera formé à des tâches de combat et non à des tâches policières, ne donne qu'une preuve de plus que l'Etat veut passer une vitesse supérieure en matière de défense de l'ordre et de la paix sociale. Certes, il n'agit pas sous la pression d'événements immédiats, le calme social est toujours bien présent en Suisse, mais dans la perspective de ce futur incertain où l'ébranlement des fragiles équilibres mondiaux, replacera le prolétariat sur le devant de la scène de la lutte de classe.

L'économie capitaliste vers une nouvelle récession?

Alors que l'économie des pays capitalistes européens a émergé depuis peu de la dernière crise économique mondiale, de nombreux indices indiquent qu'une nouvelle récession économique pointe à l'horizon. Au printemps dernier et au début de l'été les économistes américains redoutaient que la croissance économique soit sur le point de s'arrêter aux Etats-Unis. Mais dans les mois qui ont suivi, la croissance a repris de la vigueur et la bourse new-yorkaise a battu des records de hausse. Il semble que la forte baisse du dollar vis-à-vis de la plupart des monnaies des concurrents européens et japonais, et l'agressivité commerciale des Etats-Unis aient donné un coup de fouet à l'économie américaine en allégeant la pression de la concurrence et en dopant les exportations. Ce résultat atteint, les américains ont pu accepter une stabilisation momentanée de la parité dollar-yen, principalement pour éviter que la finance japonaise cesse de placer ses capitaux aux Etats-Unis où ils sont bien utiles pour financer le déficit budgétaire.

Mais au début de cet hiver le ralentissement économique américain se confirme à nouveau.

Cependant dans d'autres pays on n'a plus un ralentissement de la croissance économique, mais bel et bien une diminution. Sévèrement touché par la guerre commerciale avec les Etats-Unis, le Japon, le champion toutes catégories de la croissance économique depuis des décennies, n'arrive toujours pas à sortir de sa plus grave crise économique depuis la dernière guerre. Sa bourse stagne, son système bancaire est en difficulté, la production industrielle est en recul (-1,7 % en rythme annuel au dernier trimestre) ainsi que le PNB (-0,2 % par rapport à l'année dernière). L'intensité de la crise a aussi pour effet que les prix au détail sont en baisse (-0,6 % en novembre par rapport à l'année précédente) (1). La crise n'a pas encore eu des effets importants sur la classe ouvrière; traditionnellement les entreprises japonaises soucieuses de maintenir la paix sociale amortissent les conséquences des contre-coups économiques sur de longues années. Pour la classe ouvrière nipponne les licenciements et le chômage de masse sont encore à venir. Mais cet amortissement a aussi un coût pour les entreprises, supportable auparavant sans difficulté lorsque les récessions étaient brèves, mais qui le devient beaucoup moins lorsque la crise dure. Le patronat japonais pousse donc lui aussi à des «réformes» pour réduire les amortisseurs sociaux, supprimer les réglementations trop rigides, mais aussi retrouver plus de capacité de résistance vis-à-vis de l'impérialisme américain. Mais l'imbrication du système politique et du système économique est telle que ces réformes «libérales» sont presque impossibles sans réformes politiques. La scène politique bourgeoise est donc pleine d'affrontements, de coups de théâtre et même d'attentats «irrationnels» (2) à travers lesquels s'affrontent les clans et les groupes de pression.

En Europe la situation est contrastée. Les pays qui ont dévalué leur monnaie, renonçant à maintenir leur rang dans le Système Monétaire Européen, affichent toujours une belle croissance tirée en grande partie par les exporta-

tions: l'Italie a enregistré une croissance industrielle en rythme annuel de 12 % au cours des derniers trois mois! La Grande-Bretagne n'a fait qu'à peine plus de 1% sur la même période, ce qui est quand même mieux que l'Espagne où l'on a enregistré un recul de la production de -0,4 %.

En France le gouvernement avait établi son budget sur la base de la prévision d'une croissance de près de 3 % l'an prochain. Il est certain aujourd'hui que cette croissance ne sera pas au rendez-vous. Les Instituts économiques n'ont cessé de réviser à la baisse leurs prévisions et les plus lucides admettent maintenant que la France s'achemine vers une «croissance zéro». Mais même cette prévision se révélera peut-être trop optimiste. Les chiffres sur les trois mois avant les grèves indiquaient une baisse de la production industrielle de -1 %. Les mesures d'austérité du gouvernement Juppé 2 entraîneront mécaniquement une baisse supplémentaire de l'activité économique. Le chômage qui avait recommencé à augmenter en août, septembre et octobre (dernier mois où les statistiques sont disponibles), va donc connaître une nouvelle flambée: selon les économistes une croissance limitée à 1 % serait synonyme de destruction d'environ 100.000 emplois et le chômage au total augmenterait de 200.000 personnes environ (3). Il faudra en outre de nouvelles mesures pour que le budget de l'Etat soit tenu sans augmenter les déficits de façon trop importante. Même si les objectifs fixés par le traité de Maastricht étaient abandonnés, ce que le gouvernement répugnera à faire car cela ouvrirait une grave crise européenne, une cure supplémentaire d'austérité s'annonce donc pour les prolétaires.

L'Allemagne est le moteur économique de l'Europe. Mais bien loin de pouvoir servir une nouvelle fois de locomotive pour les autres économies, elle semble destinée à entraîner le reste du continent dans la récession à en juger par les dernières statistiques disponibles. Sur le dernier trimestre le PNB y est en recul de -0,1 % et la production industrielle subit une véritable chute de -10,7 % (recul de -3,4 % sur un an)! Le chômage remonte et on annonce d'ores et déjà que le chiffre de 4 millions de chômeurs sera atteint l'an prochain. Le budget fédéral de l'Allemagne pour 1996 avait été établi pour une croissance du PIB de 2,7%. Ces mauvais résultats de l'économie ont déjà fait réviser ce chiffre à la baisse par le gouvernement, soit 2%. Mais, comme le note «Les Echos» du 29/12/95: «*De son côté l'un des six grands instituts de conjoncture du pays, l'IWH de Halle (ex-RDA), a estimé que la croissance ne devrait atteindre que 1,5% en 1996, rejoignant les prévisions d'un certain nombre d'analistes privés*». Cette situation prélude à de nouvelles offensives contre les conditions de vie de la classe ouvrière, mais déjà les syndicats ont tendu la main aux patrons: «*Alors que gouvernement et patrons insistent sur la nécessité d'une plus grande flexibilité du marché du travail et une diminution des charges sociales, les syndicats ont quelque peu bousculé la donne en proposant de modérer leurs revendications salariales ou de réduire le paiement des heures supplémentaires en échange de créations d'em-*

ploi». Il s'agit en fait de l'IG Metall (trois millions de syndiqués environ) que dirige Klaus Zwickel et qui a proposé un «pacte pour l'emploi». Dans l'automobile des contrats de flexibilité du temps de travail ont déjà été conclus pour coller aux mouvements des commandes.

Parce que de nombreux analystes bourgeois redoutaient une récession économique à échéance relativement brève en Europe, ils poussaient les autorités à s'attaquer au plus vite à la réduction drastique des différentes institutions d'assistance sociale mises en place au cours de la longue phase d'expansion d'après-guerre et qui ont constitué ce que l'on appelle «l'Etat providence». L'âge de la retraite a déjà été élevé en France (les 40 annuités pour les salariés du privé), en Allemagne, en Italie, en Suisse (pour les femmes de 62 à 64 alors qu'on parle de l'augmenter de 65 à 67 pour les hommes!), etc. Il ne s'agit cependant encore que d'une première étape, comme le démontre en France le plan Juppé sur la Sécurité Sociale, même si les gouvernements européens estiment que des réformes aussi radicales que celles entreprises aux Etats-Unis risqueraient de faire voler en éclats la paix sociale (3).

Qu'il se transforme ou non en véritable récession, le ralentissement économique en cours dans de nombreux pays suscitera inévitablement une recrudescence des attaques contre la classe ouvrière. Se préparer à résister à ces attaques va devenir un problème de plus en plus pressant pour la classe ouvrière des grands Etats capitalistes.

(1) Ces chiffres et tous ceux qui suivent sont donnés par l'hebdomadaire britannique «The Economist» du 9/12/95.

(2) Selon certaines interprétations, la fameuse secte Aoum aurait été utilisée par des milieux ultra-nationalistes pour mener des recherches militaires interdites par les américains ou pour jeter les bases d'un rapprochement avec la Russie. Cette secte, à l'idéologie très anti-américaine, avait recruté une pléiade de chercheurs de hauts niveaux qui menaient effectivement des travaux, non seulement sur les gaz de combat, mais aussi sur l'armement nucléaire. Par ailleurs elle avait servi de canal discret pour des prêts financiers à la Russie et elle s'employait au recrutement et à l'entraînement de militaires (des accords avaient été passés avec les Forces Spéciales russes, les sinistres «Omon», pour qu'ils reçoivent et entraînent des militaires japonais). L'impunité dont elle jouissait est une preuve qu'elle disposait d'appuis dans l'administration d'Etat.

(3) Voir «*Offensive anti-prolétarienne aux Etats-Unis*», dans le «Prol.» n°431. Une attaque parallèle est en cours au Canada, l'assurance chômage étant là la première visée. L'hebdomadaire américain «Business Week» écrit de son côté dans un article sur la protection sociale en Europe: «*Si personne ne suggère que le fragile consensus social européen pourrait supporter un capitalisme à l'américaine, le besoin de guérir l'Etat providence signifie plus de déréglementation à l'américaine et une approche mercantile dans l'administration des programmes sociaux*»...

De la nécessité de l'organisation et de la lutte permanente, base de la victoire finale sur la capitalisme

«*Le mouvement politique de la classe ouvrière a naturellement comme but ultime la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière elle-même, et à cette fin une organisation préalable de la classe ouvrière développée jusqu'à un certain point et issue de ses luttes économiques, est naturellement nécessaire. Mais d'autre part, tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose comme classe aux classes dominantes et cherche à les affronter avec une pression de l'extérieur est un mouvement politique. Par exemple, la tentative d'arracher une réduction de la journée de travail à un seul capitaliste dans une seule usine ou même dans une seule industrie, avec des grèves, etc... est un mouvement purement économique; au contraire un mouvement destiné à arracher une loi pour les 8 heures, etc... est un mouvement politique.*

Dans cette sorte de mouvements seulement économique des ouvriers naît et se développe partout le mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour réaliser ses propres intérêts de façon générale et d'une façon qui a une force coercitive générale, socialement. S'il est vrai que ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont en partie des moyens du développement de cette organisation. Là où la classe ouvrière n'a pas encore évolué dans son organisation au point de pouvoir entreprendre une campagne décisive contre le pouvoir collectif, c'est-à-dire contre le pouvoir politique des classes dominantes, elle doit de toutes façons être préparée à une agitation permanente contre l'attitude de la politique des classes dominantes qui nous est hostile.

Autrement elle reste un jouet entre leurs mains...»

Karl Marx (lettre à Bolte, 24/11/71).

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ !

IL COMUNISTA
(Bimestriale)

No 46-47 - Septembre 1995

-Bosnia: i briganti imperialisti alle prese coi nuovi confini, mentre alle popolazioni locali sono stati riservati i massacri di guerra

-L'accordo sulle pensioni: il sindacalismo sempre più nello stato borghese

-L'imperialismo francese riprende gli esperimenti nucleari

-Sovraproduzione di merce, sovrapproduzione di capitale o tutt'e due?

-Il capitalismo sovietico in crisi (fine)

-Gli aggiornatori di Lenin si impantano liberamente nel loro volgare «milieu révolutionnaire»

-La formazione del partito comunista d'Italia (II)

-Esercizi di lotta dei lavoratori Gepi

-Terrorismo e comunismo (Trotsky)

-25 anni fa moriva Amadeo Bordiga

En marge du centième anniversaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme! (2)

Dans le dernier numéro du journal, à propos du centenaire de la mort d'Engels, nous avons publié des extraits des «Appunti Filosofici» d'Amadeo Bordiga, nous publions dans ce numéro des passages de l'«Anti-Dühring». Ces extraits d'un des chapitres clef de l'«Anti-Dühring» sont d'une actualité toujours brûlante. Ils font comprendre dans le langage limpide d'Engels que l'histoire de l'humanité est celle de la succession des modes de production, que ces changements ne sont pas le résultat d'une imaginaire volonté «indépendante» de l'homme, mais celle du conflit violent entre les classes de la nouvelle société et celles de l'ancienne. Le socialisme, stade inférieur du communisme, est lui aussi le résultat du passage violent d'un mode de production, basé sur la loi de la valeur, le salariat et le profit, à un autre abolissant toutes ces entraves à un développement de la production fondé sur les seuls besoins de la société humaine sans classes.

L'«Anti-Dühring»

CHAPITRE DEUXIEME
NOTIONS THEORIQUES
(Ed. Sociales, pp. 305 à 321)

La conception matérialiste de l'histoire part de la thèse que la production, et après la production, l'échange de ses produits, constitue le fondement de tout régime social, que dans toute société qui apparaît dans l'histoire, la répartition des produits, et, avec elle, l'articulation sociale en classes ou en ordres se règle sur ce qui est produit et sur la façon dont cela est produit ainsi que sur la façon dont on échange les choses produites. En conséquence, ce n'est pas dans la tête des hommes dans leur compréhension croissante de la vérité et de la justice éternelles, mais dans les modifications du mode de production et d'échange qu'il faut chercher les causes dernières de toutes les modifications sociales et de tous les bouleversements politiques; il faut les chercher non dans la philosophie, mais dans l'économie de l'époque intéressée. Si l'on s'éveille à la compréhension que les institutions sociales existantes sont déraisonnables et injustes, que la raison est devenue sottise et le bienfait fléau, ce n'est là qu'un indice qu'il s'est opéré en secret dans les méthodes de production et les formes d'échange des transformations avec lesquelles ne cadre plus le régime social adapté à des conditions économiques plus anciennes. Cela signifie, en même temps, que les moyens d'éliminer les anomalies découvertes existent forcément, eux aussi, - à l'état plus ou moins développé, - dans les rapports de production modifiés. Il faut donc non pas inventer ces moyens dans son cerveau, mais les découvrir l'aide de son cerveau dans les faits matériels de production qui sont là.

Quelle est en conséquence la position du socialisme moderne?

Le régime social existant, - ceci est assez généralement admis, - a été créé par la classe actuellement dominante, la bourgeoisie. Le mode de production propre à la bourgeoisie, appelé depuis Marx mode de production capitaliste, était incompatible avec les privilèges des localités et des ordres, de même qu'avec les liens personnels réciproques du régime féodal. La bourgeoisie a mis en pièces le régime féodal et édifié sur ses ruines la constitution bourgeoise de la société, empire de la libre concurrence, de la liberté d'aller et venir, de l'égalité juridique des possesseurs de marchandises et autres splendeurs bourgeoises. Le mode de

production capitaliste pouvait maintenant se déployer librement. Les forces productives élaborées sous la direction de la bourgeoisie se sont développées, depuis que la vapeur et le nouveau machinisme ont transformé la vieille manufacture en grande industrie, avec une rapidité et une ampleur inouïes jusque-là. Mais de même que, en leur temps, la manufacture et l'artisanat développés sous son influence étaient entrés en conflit avec les entraves féodales des corporations, de même la grande industrie, une fois développée plus complètement, entre en conflit avec les barrières dans lesquelles le mode de production capitaliste la tient ensermée. Les forces de production nouvelles ont déjà débordé la forme bourgeoise de leur emploi; et ce conflit entre les forces productives et le mode de production n'est pas un conflit né dans la tête des hommes comme, par exemple, celui du péché originel et de la justice divine: il est là, dans les faits, objectivement, en dehors de nous, indépendamment de la volonté ou de l'activité même de ceux des hommes qui l'ont provoqué. Le socialisme moderne n'est rien d'autre que le reflet dans la pensée de ce conflit effectif, sa réflexion, sous forme d'idées tout d'abord dans les cerveaux de la classe qui en souffre directement, la classe ouvrière.

(...)

En effet, depuis 1825, date où éclata la première crise générale, la totalité du monde industriel et commercial, la production et l'échange de l'ensemble des peuples civilisés et de leurs satellites plus ou moins barbares se détraquent environ une fois tous les dix ans. Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là aussi en quantités aussi massives qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance pour avoir produit trop de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années, forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que les masses de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et change reprennent peu à peu leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un *steeple chase* complet de l'industrie, du commerce, du

crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach (1). Et toujours la même répétition. Voilà ce que nous n'avons pas vécu moins de cinq fois déjà depuis 1825, et ce que nous vivons en cet instant (1877) pour la sixième fois. Et le caractère de ces crises est si nettement marqué que Fourier a mis le doigt sur toutes en qualifiant la première de crise pléthorique.

On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie; le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation; toutes les lois de la production et de la circulation des marchandises sont mises sens dessus sens dessous. La collision économique atteint son maximum: le mode de production se rebelle contre le mode d'échange, les forces productives se rebellent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes.

(...)

Si les crises ont fait apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'Etat montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin. Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont maintenant assurées par des employés rémunérés. Le capitaliste n'a plus aucune activité sociale hormis celle d'empocher les revenus, de détacher les coupons et de jouer à la Bourse, où les divers capitalistes se dépouillent mutuellement de leur capital. Le mode de production capitaliste, qui a commencé par évincer des ouvriers, évince maintenant les capitalistes et, tout comme les ouvriers, il les relègue dans la population superflue, sinon dès l'abord dans l'armée industrielle de réserve.

Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. Mais, arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution.

Cette solution peut consister seulement dans le fait que la nature sociale des forces productives modernes est effectivement reconnue que donc le mode de production, d'appropriation et d'échange est mis en harmonie avec le caractère social des moyens de production. Et cela ne peut se produire que si la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne. Ainsi, les producteurs font prévaloir en pleine conscience le caractère social des moyens de production et des produits, qui se tourne aujourd'hui contre les producteurs eux-mêmes, qui fait éclater périodiquement le mode de pro-

duction et d'échange et ne s'impose que dans la violence et la destruction comme une loi de la nature à l'action aveugle, dès lors, de cause de trouble et d'effondrement périodique qu'il était, il se transforme en un levier puissant entre tous de la production elle-même.

(...)

Dans chaque crise, la société étouffe sous le faix de ses propres forces productives et de ses propres produits inutilisables pour elle, et elle se heurte impuissante à cette contradiction absurde: les producteurs n'ont rien à consommer, parce qu'on manque de consommateurs. La force d'expansion des moyens de production fait sauter les chaînes dont le mode de production capitaliste l'avait chargée. Sa libération de ces chaînes est la seule condition requise pour un développement des forces productives ininterrompu, progressant à un rythme toujours plus rapide, et par suite, pour un accroissement pratiquement sans bornes de la production elle-même. Ce n'est pas tout. L'appropriation sociale des moyens de production élimine non seulement l'inhibition artificielle de la production qui existe maintenant, mais aussi le gaspillage et la destruction effectifs de forces productives et de produits, qui sont actuellement les corollaires inévitables de la production et atteignent leur paroxysme dans les crises. En outre, elle libère une masse de moyens de production et de produits pour la collectivité en éliminant la dilapidation stupide que représente le luxe des classes actuellement dominantes et de leurs représentants politiques. La possibilité d'assurer, au moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement parfaitement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles, cette possibilité existe aujourd'hui pour la première fois, mais elle existe (2).

Avec la prise de possession des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes qui, pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause, et par là dominées. La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours

(Suite en page 8)

L'«Anti-Dühring»

(Suite de la page 7)

croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté.

Pour conclure, résumons brièvement la marche de notre développement:

I. SOCIÉTÉ MÉDIEVALE - Petite production individuelle. Moyens de production adaptés à l'usage individuel, donc d'une lourdeur primitive, mesquins, d'effet minuscule. Production pour la consommation immédiate, soit du producteur lui-même, soit de son seigneur féodal. Là seulement où on rencontre un excédent de production sur cette consommation, cet excédent est offert en vente et tombe dans l'échange production marchande seulement à l'état naissant, mais elle contient déjà en germe l'anarchie dans la production sociale.

II. RÉVOLUTION CAPITALISTE - Transformation de l'industrie, d'abord au moyen de la coopération simple et de la manufacture. Concentration des moyens de production jusque-là dispersés en de grands ateliers par suite transformation des moyens de production de l'individu en moyens sociaux, - transformation qui ne touche pas à la forme de l'échange dans son ensemble. Les anciennes formes d'appropriation restent en vigueur. Le **capitaliste** apparaît: en sa qualité de propriétaire des moyens de production, il s'approprie aussi les produits et en fait des marchandises. La production est devenue un acte social; l'échange et

avec lui l'appropriation restent des actes individuels, actes de l'homme singulier: le **produit social est approprié par le capitaliste individuel**. Contradiction fondamentale, d'où jaillissent toutes les contradictions dans lesquelles se meut la société actuelle et que la grande industrie fait apparaître en pleine lumière.

A. - Séparation du producteur d'avec les moyens de production. Condamnation de l'ouvrier au salariat à vie. **Opposition du prolétariat et de la bourgeoisie.**

B. - Manifestation de plus en plus nette et efficace croissante des lois qui dominent la production des marchandises. Lutte de concurrence effrénée. **Contradiction de l'organisation sociale dans chaque fabrique et de l'anarchie sociale dans l'ensemble de la production.**

C. - D'un côté, perfectionnement du machinisme, dont la concurrence fait une loi impérative pour tout fabricant et qui équivaut à une élimination toujours croissante d'ouvriers: **armée industrielle de réserve.** - De l'autre côté, extension sans limite de la production, également loi impérative de la concurrence pour chaque fabricant. - Des deux côtés, développement inouï des forces productives, excédent de l'offre sur la demande, surproduction, encombrement des marchés, crises décennales, cercle vicieux: **excédent, ici, de moyens de production et de produits - excédent, là, d'ouvriers sans emploi et sans moyens d'existence; mais ces deux rouages de la production et du bien-être social ne peuvent s'engrener, du fait que la forme capitaliste de la production interdit aux forces productives d'agir, aux produits de circuler, à**

moins qu'ils ne se soient précédemment transformés en capital: ce que leur surabondance même empêche. La contradiction s'est intensifiée en contre-raison: **le mode de production se rebelle contre la forme d'échange.** La bourgeoisie est convaincue d'incapacité à diriger davantage ses propres forces productives sociales.

D. - Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'imposant aux capitalistes eux-mêmes. Appropriation des grands organismes de production et de communication, d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, ensuite par l'État. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue; toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des employés rémunérés

III. RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE - Résolution des contradictions: le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique. Par cet acte, il libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan prédéterminé est désormais possible. Le développement de la production fait de l'existence ultérieure de classes sociales différentes un anachronisme. Dans la mesure où l'anarchie de la production sociale disparaît, l'autorité politique de l'État entre en sommeil. Les hommes, enfin maîtres de leur propre mode de vie en société, deviennent aussi par là même, maîtres de la nature, maîtres d'eux-mêmes, libres.

Accomplir cet acte libérateur du monde, voilà la mission historique du prolétariat moderne. En approfondir les conditions historiques et par là, la nature même, et ainsi donner à la classe qui a mission d'agir, classe aujourd'hui opprimée, la conscience des conditions et de la nature de sa propre action, voilà la tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien.

(1) Quant à la dévastation de moyens de production et de produits dans les crises, le IIe congrès des industriels allemands à Berlin, le 21 février 1878, a estimé la perte totale rien que pour l'industrie sidérurgique allemande au cours du dernier krach, 455 millions de marks. (F. E.).

(2) Quelques chiffres pourront donner une idée approximative de l'énorme force d'expansion des moyens de production modernes, même sous la pression capitaliste. D'après les derniers calculs de Giffen*, la richesse totale de l'Angleterre et de l'Irlande atteignait en chiffres ronds:

en 1814 - 2.200 millions de livres
= 44 milliards de marks
en 1865 - 6.100 millions de livres
= 122 milliards de marks
en 1875 - 8.500 millions de livres
= 170 milliards de marks

* Les chiffres cités ici sont tirés de la conférence de Robert GIFFEN: «Recent accumulations of capital in the United Kingdom», le 15 janvier 1878 à la Statistical Society et publiée en mars 1878 à Londres dans le *Journal of the Statistical Society*. (F. E.).

Exploitation impérialiste et répression au Nigéria

(Suite de la page 1)

Glencore du groupe Marc Rich (homme d'affaires riche et véreux qui profite de sa nationalité Suisse pour échapper aux procès qui lui ont été intentés aux États Unis), le reste étant vendu sur le marché national ou exporté dans les pays voisins. La moitié environ du pétrole nigérian est exporté vers les États-Unis (représentant 15 % de leurs importations pétrolières), la plupart du reste étant acheté par l'Espagne, la France et l'Allemagne. Le prix auquel est vendu ce pétrole est un secret protégé par la loi, mais l'examen des recettes pétrolières de l'État a permis d'établir l'importance du vol dont celui-ci est victime au profit des milieux qui ont la charge de commercialiser ce pétrole: en effet les recettes n'augmentent pas lorsque les cours du pétrole sont à la hausse; en 1992 ce sont ainsi 2,7 milliards de dollars qui manquaient, soit 10 % du Produit National Brut, et sont allés directement dans les poches des dirigeants du pays! L'argent accumulé de cette façon ou d'une autre par les cercles dirigeants n'est pas réinvesti dans le pays mais est en grande partie placé dans les banques anglaises, américaines, suisses, etc. La Banque Mondiale a estimé qu'au cours des années 80 la fuite des capitaux avait atteint 50 milliards de dollars et que les avoirs privés de riches nigériens dans des banques étrangères était de 25 milliards de dollars. Ces chiffres doivent être mis en rapport avec ceux de la dette extérieure: 24 ou 29 milliards de dollars selon les sources fin 94, soit un chiffre assez

proche de celui du PNB.

Les plus gros investisseurs étrangers au Nigéria sont traditionnellement les États-Unis et la Grande Bretagne (et la Hollande pour la Shell), mais aussi la France, l'Allemagne, le Japon et l'Italie, en premier lieu dans le secteur pétrolier. Dans le secteur du gaz naturel, dont les réserves sont jugées au moins équivalentes à celles de pétrole mais qui jusqu'ici n'était pas exploité, Mobil et Chevron ont commencé à investir dans des projets gaziers (investissement total de 1,6 milliard de dollars), tandis qu'un gigantesque projet de développement d'une industrie de liquéfaction du gaz est prévu par la Shell avec participation d'Elf et d'Agip (investissement de 3,6 milliards de dollars): par contrat l'Italie s'est engagée à acheter la moitié de la production, le reste l'étant par Gaz de France et Enagaz (Espagne) et, de façon marginale, par la Turquie.

Les investissements français représentent 20 % du total des investissements étrangers, en augmentation relative depuis plusieurs années, au point qu'à la suite du retrait de nombreuses multi-nationales, l'impérialisme français est devenu le deuxième investisseur étranger au Nigéria (les États Unis restant le premier). Parmi les plus gros investissements en dehors d'Elf, il faut citer Peugeot, Michelin, Bouygues, Technip, Carnaud-Metal Box, Crédit Lyonnais, etc. L'ambassade de France au Nigéria déclarait répondre aux entreprises lui demandant si elles devaient investir au Nigéria de cette façon: «à la vue du potentiel du pays, la question

devrait être: comment une compagnie française pourrait ne pas être intéressée par ce marché? Le fait que le Nigéria est notre principal partenaire économique dans l'Afrique sub-saharienne, avant l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire, devrait faire réfléchir les hommes d'affaires français». Ce qui les fait sans doute encore davantage réfléchir, c'est une statistique du CNPF selon laquelle 59 % des entreprises françaises au Nigéria avaient enregistré un profit important en 1993 (contre seulement 29 % en Afrique francophone) alors qu'aucune n'avait connu de pertes sérieuses (2). Cette situation semble être générale si l'on en juge par les résultats positifs de grandes entreprises privées du Nigéria (pour la plupart filiales d'entreprises étrangères): augmentation des bénéfices qui atteignent en moyenne 20 % du chiffre d'affaires en 93 (contre 18,4 et 16 % en 92 et 91).

Cependant ces chiffres ne doivent pas faire oublier que la récession économique frappe le pays: les chiffres officiels indiquent une baisse de l'activité industrielle de 5 % en 1994. Le Nigéria a cessé de rembourser sa dette extérieure, ce qui a provoqué en retour l'arrêt progressif des prêts des organisations financières internationales (FMI, SFI, Banque Mondiale). Le processus de retrait des multinationales non pétrolières du pays, en raison des fluctuations ou des manipulations de la monnaie nationale qui érodent les marges de profit ou des incertitudes politiques, se poursuit, malgré les perspectives de libéralisation économique ou de privatisation d'entreprises d'État. La masse de la population est touchée par une forte inflation (selon le FMI l'inflation a atteint 70 % en 1994 contre 10 % en 1991) tandis que ceux qui ont la chance de «jouir» d'un travail salarié ont vu leurs salaires baisser et être payés souvent avec retard. 40 %

des habitants sont classés dans la catégorie d'extrême pauvreté.

Luttes inter-bourgeoises et affrontements sociaux

Le Nigéria est un jeune État et lors de son accession à l'indépendance il n'existait pas une bourgeoisie indigène suffisamment développée pour prendre directement en main les rênes de ce grand pays en proie à de multiples divisions et tiraillé en permanence par des poussées centrifuges. Par ailleurs il existait déjà une classe ouvrière, sans doute très réduite en nombre et privée par la faute de la contre-révolution mondiale de toute organisation de classe, mais qui par sa combativité avait réussi à se mettre à la tête des masses lors de grandioses mouvements. La meilleure garantie contre le danger potentiel qu'elle représentait ne pouvait être donnée que par le recours aux Forces Armées. Ces deux facteurs expliquent que les militaires ont dirigé presque sans discontinuer le Nigéria depuis sa naissance: l'armée est en réalité la seule institution vraiment unifiée au plan national et donc en définitive l'ultime garant du développement capitaliste national et de l'existence du pays.

Elle en a déjà fait la démonstration par rapport aux visées extérieures et aux tendances séparatistes dans les années soixante-dix lors de la répression de la sécession Biafraise qui était soutenue par l'impérialisme français. Outre sa convoitise envers les gisements pétroliers de cette région, ce dernier était motivé par une franche hostilité envers l'existence d'un Nigéria ressenti comme une menace permanente contre sa domination sur ses anciennes colonies de l'Afrique de l'ouest. Aujourd'hui cet antagonisme franco-nigérian a pratiquement disparu devant

Nigéria

la constatation de l'incapacité du Nigéria à assumer le rôle de puissance régionale concurrente des intérêts français et surtout devant les possibilités offertes par le marché nigérien. Il en reste cependant encore quelques traces comme l'a montré le récent contentieux territorial en le Nigéria et le Cameroun où l'impérialisme français a montré les dents (3).

L'armée en a fait aussi la démonstration par rapport à la classe ouvrière en réprimant à de multiples reprises les grèves et les mouvements de protestation, en arrêtant ou en faisant disparaître les militants ouvriers, en militarisant les syndicats (4). Cependant elle ne peut échapper aux divisions et aux rivalités qui affectent la classe dirigeante nigérienne. Une tentative de coup d'Etat à Lagos eut ainsi lieu au profit de milieux sudistes en 91; après l'échec de la tentative plusieurs centaines de militaires furent passés par les armes et le siège du gouvernement fut transféré dans une ville du centre. Soucieux de la stabilité de ce pays l'impérialisme anglo-américain fait pression depuis quelques années pour que le régime militaire cède la place à un régime de type démocratique par nature plus stable car mieux à même de faire participer l'ensemble des couches bourgeoises à la gestion du pays et d'établir un consensus social plus large en donnant aux masses l'impression de pouvoir être entendues par le pouvoir. En collaboration avec l'impérialisme le gouvernement militaire du général Babangida organisa donc la «démocratisation». La critique marxiste a attaqué depuis toujours le mensonge démocratique et dénoncé la farce électorale: l'affirmation que tous les citoyens sont égaux devant la loi et que l'Etat obéit à la volonté de la majorité masque en réalité le fait que la société est divisée en classes antagonistes et que la plus démocratique des démocraties n'est pas autre chose que la dictature de la classe dominante, de la classe qui possède toutes les richesses et dispose de tous les moyens pour modeler «l'opinion publique». Cependant pour que l'illusion démocratique fonctionne il faut que la bourgeoisie ait les moyens de lâcher des miettes, d'accorder des concessions, de passer de temps à autre des compromis, d'entretenir des intermédiaires baptisés «représentants des travailleurs» ou partis d'opposition et même... de laisser les révolutionnaires prôner dans de petits journaux à diffusion restreinte la révolution sociale et le communisme. Mais lorsque les temps deviennent difficiles, lorsque les antagonismes sociaux deviennent plus tranchés ou que la bourgeoisie n'a plus les moyens d'entretenir tous ces pompiers sociaux et de redistribuer des miettes, l'enveloppe démocratique devient de plus en plus ténue et son caractère fictif de plus en plus évident jusqu'à laisser la place à la force ouverte et au terrorisme d'Etat. C'est ce qui explique le caractère bien particulier des démocratisations dans les pays dits «en développement», au grand étonnement des démocrates des pays impérialistes.

La farce démocratique au Nigéria fut donc particulièrement caricaturale. Deux partis furent autorisés, l'un un peu à gauche, l'autre un peu à droite, avec leurs programmes rédigés entièrement par les militaires. Différentes mesures administratives et légales furent adoptées pour écarter les précédents politiciens civils et faire en sorte que seuls de très riches businessmen puissent arriver à la tête de ces partis et se présenter aux élections présidentielles.

Le favori des élections présidentielles était le chef du «*Social Democratic Party*» Moshood Abiola, un milliardaire sudiste mais proche du gouvernement Babangida, propriétaire entre autres du principal groupe de presse du Nigéria. Abiola jouit aussi de l'appui de groupes de pression américains (tout particulièrement le groupe parlementaire noir «*Black Caucus*» qu'il avait financé). Cependant la perspective de laisser le pouvoir à d'autres suscitait de plus en plus de résistances chez les militaires au fur et à mesure que se rapprochent les élections. Celles-ci ont quand même lieu en juin 93, mais sous la pression des cercles influents de l'armée, le décompte des voix qui laissait apparaître la victoire d'Abiola, est arrêté et les élections annulées. Peu après, sous la pression des grandes puissances à l'extérieur, d'émeutes (faisant des dizaines de victimes) et de mouvements de grève à l'intérieur, Babangida laisse la place à un gouvernement civil provisoire, officiellement chargé de gérer le pays avant l'organisation prochaine de nouvelles élections. Ce gouvernement est finalement reconnu par l'impérialisme, ainsi que par une partie du SDP en dépit des tentatives d'Abiola de trouver un appui à Londres ou Washington et de l'agitation d'une opposition démocratique réunie dans la «*Campaign for Democracy*». Mais en décembre après une grève et des émeutes contre une augmentation de 700 à 900 % des prix du pétrole - élément essentiel pour la vie de la population - une révolution de palais porte au pouvoir le général Abacha, ancien n° 2 du gouvernement Babangida. Le gouvernement Abacha dissout toutes les institutions démocratiques laborieusement mises en place par le gouvernement militaire précédent et interdit toute organisation et manifestation politique. Par la suite il organisera une «*Conférence constitutionnelle nationale*» censée préparer un retour à un gouvernement civil, mais qui ne servira qu'à donner un semblant de légitimité au gouvernement militaire. Par ailleurs le gouvernement Abacha tourne le dos à la politique libérale suivie par les gouvernements antérieurs sous les recommandations du FMI; à la grande fureur des milieux financiers internationaux, il manifestera son intention de renationaliser les banques qu'il avait lui-même privatisées et qui sont passées sous contrôle étranger. Il lance de grandes opérations de lutte contre la corruption en purgeant des administrations corrompues: les juges de la Cour suprême sont dénoncés pour avoir reçu en cadeau de départ de Babangida de luxueuses limousines Mercedes, les dirigeants des Postes sont destitués pour avoir escroqués des millions de dollars alors que les 23 000 postiers n'étaient pas payés depuis 2 mois, des policiers et des militaires sont traduits en justice pour différentes escroqueries, etc., etc. Bien évidemment cette campagne contre la corruption avait comme règle de départ de ne pas mettre en cause les «*pontes du régime Babangida qui a construit une forteresse de pourriture, de désordre, de trafics et de mauvais gouvernement*» selon un magazine local (5), Abacha étant justement le premier d'entre eux. Et sous Abacha la corruption a atteint en quelques mois un degré de cynisme sans précédent. Peu à peu Abacha a éliminé une bonne partie des responsables mis en place par Babangida à la tête des entreprises d'Etat et des ministères les plus juteux au profit de membres d'une clique assez étroite. La hausse artificielle de la monnaie nationale a permis aux officiels de très

fructueux trafics aux dépens même des intérêts capitalistes généraux et à long terme de l'économie. Des lois ont même été promulguées pour légaliser la corruption des juges!

En juin 94, comptant sans doute sur le mécontentement croissant et généralisé contre Abacha, le vainqueur des présidentielles annulées, Abiola, se lance dans une épreuve de force avec le gouvernement en se décrétant président du pays; il est soutenu par les démocrates de la CD, par l'Eglise catholique, par les syndicats des travailleurs et employés de l'industrie pétrolière, par la bourgeoisie du sud (ethnie Yoruba) dont il est membre. Cette alliance est regroupée dans la NADECO (*NATIONAL DEMOCRATIC COALITION*, Alliance démocratique nationale).

(A suivre)

(1) cf «*The Economist*», 18/11/95.

(2) Selon une enquête du Comité des Investisseurs en Afrique Noire, organisme dépendant du CNPF, citée dans «*Financial Times, Nigeria Survey*», 26/5/95. L'article sur le *French Business* est intitulé: «*Enthousiasme en abondance dans le secteur privé*... C'est dans ce même article que se trouve la déclaration de l'Ambassade de France.

(3) Le Nigéria revendique la région

Sommaires des derniers numéros du «prolétaire»

n° 429 (Nov.-Déc. 94 - Janv. 95):

- Le cirque électoral contre la lutte prolétarienne. - Devant les événements d'Algérie, l'exigence de l'unité prolétarienne. - Après la Géorgie, intervention militaire en Tchétchénie. Impérialisme russe, hors du Caucase! - Lénine sur le chemin de la révolution (3). - «L'aide aux pays sous-développés», une bonne affaire pour l'impérialisme. - A Amiens, une «bavure»? - L'embargo contre l'Irak. - Algérie, les accords de Rome ne sont pas une solution pour les prolétaires. - Sommaires du «prolétaire». - Rwanda: l'impérialisme français sévit encore. - Répression en Corée du Sud. - Correspondance: répression syndicale à la poste de Paris XVI Passy.

n° 430 (Fév.-Mars-Avril 1995):

- Décider périodiquement quel représentant de la classe dominante foulera aux pieds les classes opprimées, telle est l'essence de la démocratie bourgeoise. - 820 millions de sans-emploi. - La Turquie sur un volcan. - La consécration d'Arlette. - Thèses sur la démocratie bourgeoise et le dictature du prolétariat. Premier Congrès de l'Internationale Communiste (extraits). - Face aux réactions de luttes ouvrières, les syndicats tremblent pour la paix sociale. - Comment les bourgeois voient le syndicalisme français. - Thèses fantaisistes sur le fascisme et le parlementarisme («Il Partito Comunista»). - Démocratie et fascisme: quelle lutte pour le prolétariat? (Réunion générale du parti). - Correspondance: les marxistes et la lutte actuelle des défenseurs des animaux. - Le séisme de Kobé.

n° 431 (Mai-Juin 1995):

- Une nécessité pour la lutte prolétarienne: Rompre avec la politique bourgeoise et tous ses figurants! - Le vrai responsable des crimes racistes, c'est

du Bakassi sur sa frontière du sud-est, supposée être riche en pétrole et qui est sous administration camerounaise. En février 94 des heurts entre militaires camerounais et nigériens ont lieu dans cette région et ils sont montés en épingle des deux côtés pour susciter un sentiment nationaliste. Le soutien militaire de Paris au Cameroun se manifeste par l'envoi de parachutistes, avions et hélicoptères (officiellement en nombre très limité), tandis que des manœuvres militaires franco-béninoises se déroulent à proximité de la frontière sud-ouest du Nigéria. Selon «*Le Monde*» du 19/3/94 une sorte de marché était proposé par Paris; le quotidien cite les propos d'un responsable anonyme qui met les points sur les i: «*Ni le général Abacha, ni le président Biya ne veulent vraiment la guerre. Chacun sait que l'autre a suffisamment d'avions pour bombarder les raffineries ou les puits de pétrole de son adversaire*». Après cette déclaration martiale à destination du Nigéria, le journal ajoute: «*Si les nigériens se montrent beaux joueurs, affirme-t-on, la France saura les aider à sortir de la "quarantaine" dans laquelle les ont plongés depuis deux ans leurs errements politiques et leur incapacité à rembourser leur dette*».

(4) cf «*Répression anti-ouvrière au Nigéria*», «*Le Proletaire*» n°399 (décembre 1988).

(5) Cité dans «*Le Monde*» du 22/1/94.

l'Etat bourgeois. - Offensive anti-prolétarienne aux Etats-Unis. - L'«extrême-gauche» et les élections. - Contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, une seule voie: celle de la reconstitution du Parti Communiste Mondial, celle de la révolution communiste internationale. - Lénine sur le chemin de la révolution (Fin). - Guerres et crises opportunistes. - Italie: Quel avenir pour la classe ouvrière?

n° 432 (Juillet-Août-Sept. 1995):

- Contre les recettes anti-ouvrières du nouveau gouvernement, retour à la lutte de classe. - Reprise des essais nucléaires par l'impérialisme français. - Les rivalités impérialistes attisent les affrontements en Bosnie. - Comment la bourgeoisie internationale utilise le prétexte de la «lutte pour l'emploi» pour mener la lutte contre le prolétariat. - Il y a 25 ans mourait Amadeo Bordiga. - Pavillons de complaisance et seconds registres: la dure réalité de l'exploitation capitaliste dans la marine marchande (1). - Nouvelles des luttes ouvrières: Bangladesh, Ghana, Bolivie. - Moulinex: Quelques leçons d'une grève.

n° 433 (Oct.-Nov. 1995):

- Que ce soit sous prétexte d'attentats, de guerre économique, de conflits monétaires, la «cohésion nationale», c'est l'union avec le capital. - Les pompiers syndicaux organisent la défaite des travailleurs. - En marge du centième anniversaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme! (1). - «Socialisme International» et les attentats. - Pavillons de complaisance et seconds registres: la dure réalité de l'exploitation capitaliste dans la marine marchande (Fin). - Correspondance. Polynésie: A bas l'impérialisme et sa bombe! - Nouvelles des luttes ouvrières: Argentine. - Mumia Abu-Jamal

Nouvelles des luttes ouvrières

Chine

A l'occasion d'une visite de Fidel Castro dans la «Zone Economique Spéciale» de Shenzhen en Chine (à proximité de Canton), les médias internationaux ont diffusé des informations sur la répression brutale anti-émeute d'une manifestation ouvrière à Longgang. Les zones économiques ont été créées pour faciliter l'implantation d'entreprises étrangères (souvent propriété de capitalistes de Hong Kong qui y trouvent entre autre une main d'oeuvre à bas prix); elle drainent des travailleurs des provinces avoisinantes qui y trouvent des conditions de vie et de travail bestiales.

Selon la presse de Hong Kong les événements auraient commencé après que plusieurs centaines d'ouvriers travaillant à la construction d'une route ont attaqué un villageois traversant leur chantier sur une moto (signe de richesse: ce ne devait pas être un villageois ordinaire). Plusieurs ouvriers ont été arrêté par la police. Pour protester contre ces arrestations les ouvriers ont alors commencé à manifester; ils ont envahi le siège local du Parti Communiste mis à sac les bureaux et molesté les cadres du parti présents. La police est alors intervenue en tirant à l'arme automatique sur les ouvriers. Il y aurait eu 6 morts et une centaine de blessés (1). Ce nombre très élevé indique la violence de l'émeute. L'hôpital aurait refusé de soigner les blessés qui ne pouvaient payer 60'000 yens (près de 48'000 FF). Trois jours plus tard, lorsqu'il visitait la zone, Fidel Castro a déclaré: « Nous sommes très intéressés par les conséquences de Shenzhen. Cela est très utile pour Cuba ». Sans commentaire.

Ces informations sur l'émeute de Longgang s'ajoutent à une série d'autres sur des «incidents» ou des grèves qui se déroulent dans ces zones économiques et qui finissent par filtrer à l'extérieur. Elles sont sans aucun doute un symptôme de l'aggravation de la condition ouvrière en Chine mais aussi des actions de résistance du prolétariat chinois. Le jour n'est peut-être pas si loin où le prolétariat chinois s'éveillera.

Etats-Unis

Le 13 décembre les travailleurs de Boeing mettaient fin à la plus longue grève de l'histoire du plus grand constructeur mondial d'avions en approuvant les propositions patronales par 87% de oui sur les 21'383 votants. La grève de 32'500 ouvriers des usines de Seattle, de Wichita (Kansas) et Gresham (Oregon) - qui constituent le tiers environ des employés de Boeing - avait commencé 69 jours plus tôt après que ces derniers aient rejeté à une large majorité les propositions patronales du nouveau contrat collectif. Ces propositions comportaient essentiellement une augmentation de salaire de 2\$ de l'heure sur 3 ans. En contre-partie de cette hausse des salaires la direction demandait qu'une partie des frais d'assurance-maladie, autrefois intégralement pris en charge par l'entreprise, soit désormais supportée par les salariés, tandis que les prestations étaient réduites. En outre elle refusait de s'engager sur le maintien des emplois: au cours des 6 dernières années, 60'000 emplois ont été supprimés par l'entreprise; Boeing

a multiplié les délocalisations et la sous-traitance et ne renoncera pas à cette pratique, puisqu'elle affirme officiellement vouloir arriver dans les prochaines années à ce que 50% de la valeur des avions qu'elle construit soit sous-traitée. La direction affirmait que ces propositions étaient le maximum de ce qu'elle pouvait offrir en raison de la situation difficile du marché de l'aviation.

Ce raisonnement n'a pas convaincu les travailleurs de Boeing. Le salaire moyen d'un ouvrier est de 20\$ de l'heure (environ 100FF), plus de 3'800\$ par mois (un peu moins de 20'000FF). Ils ne sont donc pas parmi les plus mal payés des prolétaires américains; probablement ils ne se considèrent pas comme des prolétaires à part entière, à en juger par le badge syndical arboré par certains membres des piquets de grève: «en grève pour préserver le rêve américain». Mais ils ont pourtant fait preuve d'une combativité qui a surpris non seulement les patrons mais aussi le syndicat lui-même! Les nouveaux dirigeants récemment élus de la Confédération syndicale AFL-CIO adoptent volontiers un discours combatif qui tranche avec celui des inamovibles bonzes précédents. Ils affirment vouloir reprendre «contact avec les préoccupations des salariés américains. Nous parlons trop et n'agissons pas assez». La grève de Boeing tombait à point pour redorer le blason plutôt terni du syndicat et faire valoir les nouvelles méthodes. A la mi-novembre, après l'intervention d'un médiateur fédéral, la négociation entre patronat et syndicat aboutissait à un accord qui comportait des concessions de Boeing: augmentation plus forte des salaires, diminution des cotisations prévues pour la santé (et exonération de ces hausses pour les retraités), augmentation des retraites, etc. Cependant la fin de la gratuité de la couverture médicale était maintenue.

Mais à la surprise générale les grévistes repoussaient à plus de 60% cet accord et l'appel du syndicat à la reprise du travail! Une des causes de ce refus était probablement le fait que l'entreprise venait d'annoncer des chiffres records de profits, de commandes et ... de gratifications à ses principaux dirigeants: 6 millions de dollars de dividendes pour les cadres supérieurs. Les restrictions et les sacrifices, même au nom de la défense de l'entreprise, sont toujours pour les prolétaires, jamais pour les bourgeois!

Les bonzes syndicaux durent en toute hâte revoir leur copie et demander aux patrons de nouvelles concessions. Finalement le nouvel accord pour le contrat collectif prévoit une hausse de salaires de 10% à la fin de l'année et une nouvelle de 4,5% l'année prochaine, le maintien de la gratuité de la couverture médicale, une garantie du maintien de l'emploi par l'intermédiaire d'une forme de «contrôle» du syndicat sur la politique de sous-traitance de Boeing. Les carences de cet accord sont évidentes: la hausse des salaires est en fait une prime; la couverture médicale n'est prévue que pour 2 ans et pourra être remise en cause la troisième année au cas où les dépenses de santé seraient trop élevées; et enfin le contrôle des bonzes sur la politique de Boeing est tout sauf une garantie! Cependant si une majorité de grévistes l'a adopté, c'est qu'il constituait un recul indéniable des patrons. Et la détermination dont ont fait preuve les travailleurs, en dépit des pertes importantes de salaires

qu'ils ont dû consentir, est l'élément le plus important pour la façon dont ce contrat sera respecté et pour les luttes futures dans une entreprise aussi importante que Boeing.

Le recul des patrons de Boeing est important aussi parce qu'il intervient à un moment où la classe ouvrière américaine subit un certain nombre de défaites dans des conflits-clés.

A Caterpillar, où une grève de 8'000 ouvriers durait depuis juin 1994, le syndicat vient de signer la liquidation du mouvement. Alors que l'entreprise prévoit d'annoncer des profits records pour la fin de l'année, le contrat collectif a été revu à la baisse. Les salaires seront gelés pour 6 ans, les jours de congé payés diminués, etc. Pire, les travailleurs jugés comme meneurs par la direction ne seront pas réembauchés. En utilisant des jaunes les patrons avaient été capables de maintenir la production en dépit de la grève.

A Détroit, 2'500 ouvriers d'imprimerie entrèrent en grève en juillet dernier contre les deux principaux quoti-

diens de la ville. La grève fut marquée par des affrontements avec la police et les jaunes et les services de sécurité des quotidiens pour briser l'obstacle des piquets de grève. Mais un coup décisif à la grève fut sans aucun doute porté lorsque les dirigeants syndicaux acceptèrent - sous injonction du tribunal - de remplacer les piquets de grève massifs, seuls capables de bloquer la sortie des journaux, par des piquets de grève symboliques.

Dans d'autres entreprises les patrons ont été capables de briser des grèves en faisant appel à des jaunes, voire en licenciant carrément les grévistes: Decatur, Bridgestone, etc. (1).

Cependant la victoire même partielle de Boeing doit être le signe pour les prolétaires américains que toute lutte n'est pas condamnée à la défaite.

(1) Voir «Offensive antiprolétarienne aux Etats-Unis» dans le numéro 431 de notre journal

Derrière les vertueuses résolutions, la main de fer de l'impérialisme

La fin de l'année arrivant, la bourgeoisie formule ses vœux de bonheur pour la suivante sur tous les tons et couleurs possibles, comme si quelques bonnes paroles et vertueuses résolutions allaient apaiser la douleur des exploités du monde.

L'ONU est toujours grande première dans ces cyniques opérations d'image. Elle a déclaré 1996 comme année internationale pour l'élimination de la pauvreté!!! «Un milliard et demi de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, et leur nombre augmente de 25 millions par an, selon l'ONU. C'est le cas d'un enfant sur cinq aux Etats-Unis, d'un quart de la population active en Russie, de 52 millions de personnes dans l'Union européenne et d'un africain sur deux» (1). Il fallait y penser, éliminer la misère du monde par un décret-résolution, comme précédemment ont déjà été éliminés par le même moyen la famine, l'oppression de la femme, l'exploitation des enfants, la destruction de l'éco-système, etc...! Attendons-nous donc à une foison de conférences-congrès-ripailles où chaque négrier s'attendrira sur les chaînes de ses esclaves, chaque bourreau pleurera les souffrances de ses victimes et chaque despote s'apitoiera sur le sort de ses opprimés. Sur un tel sujet, sur une telle pitrerie morbide, qui parmi ces charognards ne sera pas d'accord d'apporter sa contribution? Tous les brigands de ce monde se retrouveront donc réunis dans un grand consensus, avec un souci majeur: faire miroiter les illusions d'une amélioration des conditions de vie des plus grandes masses de cette planète afin de retarder toujours plus l'instant de leur révolte.

Ce souci rejoint aussi celui du cousin germain impérialiste, le FMI qui, par l'intermédiaire de Michel Camdessus son directeur général, vient de lancer fin décembre un appel à la radio RFI pour lutter contre «la marginalisation des pays les plus pauvres» et aussi l'appauvrissement des personnes incapables de «s'adapter à une économie ouverte»: «Au plan mondial, il faut intensifier l'effort de solidarité pour lutter contre la marginalisation des pays les plus pauvres». Le but suivi par le FMI est évidemment d'éviter qu'une crise importante dans une aire plus ou moins vaste n'entraîne des réactions sociales violentes et ne vienne secouer les équilibres fragiles actuels du capitalisme mondial. L'exemple donné par Camdessus est celui du Mexique où la crise de 95 aurait pu avoir des répercus-

sions dévastatrices sur l'équilibre économique et social de la région si le FMI n'avait pas pu jouer son rôle de pompier financier en lui fournissant des fonds importants pour éviter sa banqueroute. Ce que redoute le FMI et qu'il faut débusquer derrière le discours sur la lutte contre l'exclusion des pays les plus pauvres du marché mondial, ce sont des chocs plus brutaux encore que celui du Mexique: «Il est bien évident que nous devons nous doter de moyens de financement beaucoup plus importants compte tenu de la violence et de la dimension des crises qui peuvent se produire» (2). Avis à tous les pourvoyeurs de fonds du FMI: préparez la monnaie, ne faites pas d'économie sur le dos du FMI et ne donnez pas de coups de sabre trop importants à l'aide au développement! Il en va de la stabilité de continent entier comme l'Afrique et donc de la stabilité mondiale.

La classe ouvrière n'est pas dupe et doit savoir qu'avec cette agitation nouvelle en faveur de la «lutte» contre la misère, l'exclusion, la marginalisation, l'impérialisme fourbit de nouvelles offensives contre les masses exploitées.

(1) «Les Echos», 29/30-12-95

(2) «L'AGEFI», 29/12/95

Programme communiste

Revue théorique du Parti
Communiste International
N°94 - Mai 95 - 25 F. (76 pages)

Sommaire

-Le nouveau désordre mondial: De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale.

-Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1).

-La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (1). (Réunion de San Donà - déc. 1992)

-Le capitalisme soviétique en crise (Fin).

-C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire

-A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Riccardo Salvador.

-Sur le fil du temps: La batrachomymachie.